



GROUPE

30 JUIN 2013
**RAPPORT FINANCIER
SEMESTRIEL**

METROPOLE TELEVISION – M6
SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE
AU CAPITAL DE 50 353 585,60 €
SIEGE SOCIAL : 89 AVENUE CHARLES DE GAULLE
92575 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX
339 012 452 RCS NANTERRE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Semestre clos le 30 JUIN 2013
(L 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier
Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)

Nous vous présentons le rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30 Juin 2013, établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport sera diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il sera notamment disponible sur le site de notre société www.groupem6.fr.

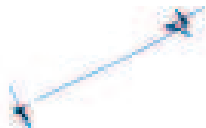
SOMMAIRE

ATTESTATION DU RESPONSABLE	4
A. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE	5
1. ENVIRONNEMENT STRUCTUREL ET CONJONCTUREL	5
1.1. Équipement et audiences	5
1.2. Environnement économique et données sur les principaux marchés du Groupe	6
a) Marché publicitaire	6
b) Données sur les autres marchés du Groupe	6
1.3. Environnement réglementaire et concurrentiel	7
2. PERFORMANCES DU GROUPE	8
2.1. Antenne M6	9
2.2. Chaînes numériques	9
2.3. Diversifications et Droits Audiovisuels	10
3. AUTRES FAITS MARQUANTS ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2013	11
4. CAPITAL ET COURS DE BOURSE	12
B. INCIDENCE SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES	13
1. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	13
2. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	15
3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	16
C. EVENEMENTS POST - CLOTURE	17
D. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET DES PRINCIPALES INCERTITUDES	17
1. RISQUES ET INCERTITUDES CONCERNANT LE SEMESTRE ECOULE	17
2. RISQUES ET INCERTITUDES CONCERNANT LE SECOND SEMESTRE	18
E. PARTIES LIEES	18
F. INFORMATION SECTORIELLE	19
COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES	20
ANNEXE AUX COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES	26
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	60

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 5 à 19 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Neuilly sur Seine le 23 juillet 2013

A blue ink signature of Nicolas de Tavernost, consisting of a stylized 'N' and 'T' connected by a horizontal line.

Nicolas de Tavernost
Président du Directoire

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE
AU 30 JUIN 2013

A. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE

1. ENVIRONNEMENT STRUCTUREL ET CONJONCTUREL

1.1. Équipement et audiences

Au début de l'année 2013, l'équipement des foyers par mode de réception est le suivant (*source : société et Médiamétrie*) :

Équipement des foyers français par mode de réception

en % des foyers français	1 ^{er} semestre 2010	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2012	2 ^{ème} semestre 2012
Analogique seul (offre restreinte)	11%	4%	0%	0%
TNT Gratuite exclusivement	48%	52%	49%	49%
Abonnés CabSat	25%	22%	20%	20%
Réception TV ADSL (hors Cabsat)	16%	22%	30%	31%
Total foyers équipés TV	100,0%	100%	100%	100%

Avec 49% des foyers français équipés en TNT gratuite à fin décembre 2012, l'offre de TNT gratuite reste le principal accès des Français à une offre multi-chaînes.

La réception TV par ADSL gratuit poursuit sa progression, avec 31 % des foyers équipés, alors que le nombre de foyers français abonnés à une offre payante (réception par câble, satellite ou ADSL) est en baisse.

L'ensemble des Français a donc accès aujourd'hui à au moins 19 chaînes, ce qui se traduit par une poursuite de la fragmentation des audiences entre les chaînes analogiques historiques et les chaînes de la TNT.

En outre, le 12 décembre 2012 ont été lancées 6 nouvelles chaînes en Haute Définition (voir partie 1.3 Environnement réglementaire et concurrentiel) : à la fin du mois de juin, 47% des Français ont accès à ces nouvelles chaînes, et donc au total à 25 chaînes gratuites.

Au 1^{er} semestre 2013, les six grandes chaînes concentrent désormais 65,0% des parts d'audience (4 ans et plus) contre 66,7% au 1^{er} semestre 2012 ; parallèlement, les chaînes de l'offre gratuite de TNT représentent au 1^{er} semestre 2013 24,0% de part d'audience contre 21,9% au 1^{er} semestre 2012 (*source : Médiamétrie, 4 ans et plus*), dont 1,9% pour les 6 nouvelles chaînes lancées fin 2012.

1.2. Environnement économique et données sur les principaux marchés du Groupe

Au 1^{er} trimestre 2013, le repli de l'activité en France initié en 2012 s'est poursuivi (PIB en baisse de -0,2%, sur la même tendance qu'au 4^{ème} trimestre 2012).

De la même manière, le climat des affaires en France est resté dégradé (dans les services, il s'est établi en mai 2013 à son plus bas niveau depuis l'été 2009).

a) Marché publicitaire

Cette conjoncture économique dégradée au 1^{er} semestre a affecté significativement les dépenses des annonceurs sur la majorité des supports medias, notamment la télévision, avec pour principales conséquences une visibilité limitée sur les campagnes publicitaires et un déséquilibre entre l'offre et la demande d'espaces publicitaires ayant entraîné un effet prix défavorable.

	Chaînes hertziennes historiques	Chaînes gratuites de la TNT	Chaînes de l'ADSL, du câble et du satellite	Total chaînes
Investissements bruts (en K€)	2 716 408	1 497 062	356 044	4 569 514
Croissance (en %) vs. 1 ^{er} semestre 2012	+1,2%	+10,8 %	-15,7%	+2,5%
Part de marché brute (en %) S1 2013	59,4%	32,8%	7,8%	100%
Part de marché brute (en %) S1 2012	60,2%	30,3%	9,5%	100%

Source : Kantar Media, chaînes hertziennes hors parrainage et chaînes régionales, 1^{er} semestre 2013

Si les investissements publicitaires bruts « télévision » (avant remises et dégressifs) sont en croissance de +2,5% sur un an, atteignant 4,6 milliards d'euros, et traduisant un effet volume positif, cette progression masque une baisse des investissements de 4 des 5 premiers secteurs annonceurs ainsi qu'une forte diminution des investissements sur les chaînes cab-sat, dans un contexte de nouvelle fragmentation des audiences.

Les investissements nets affichent une forte baisse sur le semestre. Ainsi, selon les dernières données publiées par l'institut IREP pour le compte du 1^{er} trimestre, le marché publicitaire français net était en baisse de -9%, avec un recul des investissements publicitaires en télévision en ligne avec le marché global.

b) Données sur les autres marchés du Groupe¹

- **Cinéma et vidéo : des marchés en baisse sur le début au premier semestre après des performances record en 2012**

Selon les estimations CNC, la fréquentation des cinémas a atteint 95,5 millions d'entrées sur les six premiers mois de l'année, enregistrant un recul de -6,3 % par rapport au premier semestre 2012. Cette baisse résulte principalement du recul de la fréquentation des films français. En effet, au premier semestre 2013, seul un film français a réalisé plus de 3 millions

¹ Les données recueillies correspondent aux données disponibles à la date d'établissement du présent rapport et ne couvrent donc pas, dans leur majorité, l'ensemble du 1^{er} semestre 2013.

d'entrées (*Les Profs*), contre trois en 2012 (*Sur la piste du Marsupilami, La Vérité si je mens 3* et *Le Prénom*).

Selon le baromètre CNC-GfK (1^{er} trimestre 2013), les ventes de vidéo (DVD et Blu-ray) en France ont reculé de -10,3% à 251,4 M€, avec une baisse concentrée sur les ventes de DVD, alors que le Blu-ray se stabilise.

- **Vente à distance : la croissance des ventes est soutenue au 1^{er} trimestre 2013**

Le bilan du e-commerce au 1^{er} trimestre 2013, publié par la Fevad, laisse apparaître une croissance du chiffre d'affaires des ventes sur Internet de +14 % à 12,1 milliards d'euros, mais l'indice ICE 40, qui mesure les ventes des 40 sites leaders du e-commerce en France n'a progressé que de +2% sur le trimestre. Par ailleurs, le nombre de cyber-acheteurs a augmenté de +5 % pour atteindre 32,6 millions de personnes.

Cette croissance reflète la hausse du nombre de sites, qui se poursuit avec plus de 120 000 sites marchands actifs recensés par la Fevad, en hausse de +19 % en un an. Néanmoins, cette progression masque des évolutions différentes selon les secteurs.

- **Internet : le marché de la publicité sur Internet confirme son essor**

Le chiffre d'affaires net généré par la publicité sur Internet s'est élevé à 1,4 milliard d'euros au cours du premier semestre 2013, enregistrant ainsi une hausse de 4 % par rapport au premier semestre 2012. Les liens sponsorisés génèrent près de 60% des revenus publicitaires sur Internet, tandis que le « Display » représente près d'un tiers du marché. Parmi les formats « display », la publicité vidéo, en progression de +34%, enregistre la plus forte hausse (source : Syndicat des Régies Internet, Observatoire de l'e-Pub – juillet 2013).

Par ailleurs, la consommation de télévision sur Internet continue de se développer : près d'un français sur quatre (23,4%) regarde chaque mois la télévision sur un écran alternatif (Source Médiamétrie GlobalTV – Avril 2013). L'ordinateur représente le premier mode d'accès à la télévision en ligne (51% des vidéos vues), suivi par la télévision connectée (33%) et les smartphones et tablettes (Source : Baromètre TV en ligne multi-écrans NPA/GfK – janvier-avril 2013). De plus, une part croissante des Français sont multi-équipés, et disposent d'un ordinateur, d'une tablette et d'un smartphone (Source Médiamétrie GlobalTV – Avril 2013). Ainsi près d'un milliard de vidéos de télévision ont été visionnées via des players de chaînes de télévision entre janvier et avril 2013, soit 8 millions de vidéos vues quotidiennement (Source : Baromètre TV en ligne multi-écrans NPA/GfK – janvier-avril 2013).

1.3. Environnement réglementaire et concurrentiel

Les principaux événements récents concernant l'environnement réglementaire et concurrentiel du Groupe sont mentionnés ci-après. Ils complètent et mettent à jour la lecture de l'ensemble des informations détaillées dans le Document de Référence 2012 enregistré auprès de l'AMF en date du 16 avril 2013 et disponible sur le site www.amf-france.org ainsi que sur le site de la société www.groupem6.fr.

- **Déploiement des six nouvelles chaînes hertziennes gratuites en haute définition**

Les six nouvelles chaînes HD, retenues dans le cadre de l'appel aux candidatures du 18 octobre 2011, dont 6ter, troisième chaîne hertzienne gratuite du Groupe M6, ont été lancées

le 12 décembre 2012, principalement sur les zones de Paris, Bordeaux et Marseille, soit 25 % de la population française en métropole.

Le déploiement de cette nouvelle offre s'est poursuivi au cours du premier semestre 2013 dans l'Ouest de la France. Désormais, 47 % des foyers français ont accès à ces chaînes. La prochaine phase se déroulera en septembre 2013 en Provence-Alpes Côte d'Azur et en Corse.

- **Fréquences hertziennes**

Le Groupe M6 a pris acte du souhait des pouvoirs publics d'attribuer aux opérateurs de télécommunications une partie de la bande de fréquence UHF au-delà de 700Mhz, actuellement utilisée pour la diffusion de la télévision numérique terrestre (TNT). Si cette attribution est justifiée par les besoins des opérateurs de télécommunication, celle-ci doit se faire sans porter préjudice à la qualité de la diffusion de la TNT et à la satisfaction des besoins futurs des services de télévision.

Le Groupe M6 soutient la position du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel pour que la transition numérique se fasse à une date postérieure à 2019, afin de préparer une réaffectation des fréquences tenant compte à la fois des évolutions progressives des normes de diffusion, de la qualité de diffusion, et de la simplicité de gestion de cette transition pour le public.

Enfin, les coûts induits par cette transition devront être assumés par les bénéficiaires de la réaffectation de cette bande de fréquence.

Le Groupe M6, fort de son expérience depuis 1987 dans la diffusion analogique puis numérique de ses différentes chaînes, apportera sa contribution aux pouvoirs publics, et particulièrement au Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, pour une transition réussie lors de l'attribution du dividende numérique.

- **Paris Première**

Le Conseil d'Etat instruit actuellement le recours déposé par le Groupe M6 afin que Paris Première puisse être accessible gratuitement sur la TNT.

2. PERFORMANCES DU GROUPE

Au 1^{er} semestre 2013, le Groupe M6 est parvenu à limiter les effets de la dégradation de la tendance publicitaire et du renforcement concurrentiel :

- les activités de télévision ont montré une bonne résistance, prouvant la pertinence de la stratégie visant à un renforcement des contenus et à la constitution d'une famille de chaînes dans un marché en pleine mutation, marqué par la poursuite du développement de la Télévision Numérique Terrestre (TNT), la fragmentation des audiences, et un environnement économique incertain.
- le Groupe a continué à déployer ses activités de diversification dont l'augmentation de la rentabilité a permis de compenser en partie la baisse du résultat opérationnel du segment TV.

2.1. Antenne M6

Au cours du premier semestre 2013, les recettes publicitaires de la chaîne M6 enregistrent une baisse de -2,3% : la chaîne M6 a surperformé le marché publicitaire TV, démontrant à nouveau la pertinence de sa stratégie de développement de marques fortes aux heures de grande écoute (L'Amour est dans le pré, Scènes de Ménages, Capital, ...).

Les 6 nouvelles chaînes lancées en décembre 2012 ont pris mécaniquement une part d'audience aux chaînes historiques, dont M6 qui a réalisé une part d'audience moyenne de 10,7% sur les 4 ans et plus sur la saison 2012-2013, confirmant son rang de 2ème chaîne sur les moins de 50 ans et de 2ème chaîne ex-aequo sur l'ensemble de la population en première partie de soirée (source Médiamétrie).

▪ Offre publicitaire globale

M6 a poursuivi ses innovations commerciales au 1^{er} semestre 2013. Plusieurs dispositifs ont vu le jour durant cette période, comprenant des médias classiques (spots publicitaires avec des candidats produits par les équipes de M6 Créations, parrainages d'émissions) et web au travers de web-séries et sites dédiés, renforçant ainsi la stratégie mise en place dès 2012 par le Groupe M6 et visant à offrir aux annonceurs une offre complète répondant au mieux aux exigences actuelles du marché publicitaire.

▪ Production cinématographique

M6 Films, filiale de production cinématographique du Groupe M6, a co-produit deux films sortis en salle au 1^{er} semestre 2013 : *Max*, avec Joey Starr et Mathilde Seigner, et *Denis*, avec Fabrice Eboué et Jean-Paul Rouve. Ces deux films ont atteint au cumul 544 595 entrées.

Le line-up est donc beaucoup plus réduit qu'au 1^{er} semestre 2012 qui avait été marqué par 6 sorties, dont *La Vérité si je mens 3*, *Le Prénom* et *Les Infidèles*.

2.2. Chaînes numériques

Outre la chaîne historique M6, le Groupe détient 2 chaînes gratuites : W9, lancée en 2005, et 6ter, lancée le 12 décembre 2012.

Au 1^{er} semestre 2013, W9 a affiché une part d'audience moyenne sur la cible des 4 ans et plus stable, à 3,1%, et a même renforcé sa place de leader de la TNT sur la cible commerciale privilégiée, avec une part d'audience moyenne sur les femmes de moins de 50 ans responsables des achats de 4,2% (vs. 4,1% au 1^{er} semestre 2012), malgré le renforcement de la concurrence (source Médiamétrie).

Aux côtés des films (« *Iron Man* », avec 1,9 millions de téléspectateurs), les meilleures audiences du semestre sont réalisées par les magazines (« *Enquête d'action* », avec 1,3 millions de téléspectateurs) et les programmes de télé-réalité (« *La Belle et ses princes presque charmants* », « *Les Marseillais à Cancun* »).

Grâce à ses performances d'audience, W9 consolide son rang de première chaîne de la TNT en 1^{ère} partie de soirée, avec des audiences moyennes de 920 000 téléspectateurs.

Par ailleurs, 6ter s'affirme depuis son lancement comme la chaîne co-leader des six nouvelles chaînes de la TNT sur la cible des ménagères de moins de 50 ans, avec une audience moyenne de 0,7% sur cette cible au 1^{er} semestre, grâce à ses succès dans tous les genres de programmes.

6ter propose en effet l'offre de films la plus puissante des nouvelles chaînes TNT, et a lancé des magazines fédérateurs, tels que « *Norbert et Jean: Le défi* », ou « *Terrain d'investigation* ».

Dans l'univers de la télévision payante, qui connaît un recul significatif, les chaînes du Groupe ont conforté leurs succès, notamment (*Médiamétrie Mediamat thématik vague 25, janvier-juin 2013*) :

- Paris Première, qui est la chaîne payante la plus regardée par l'ensemble du public, la chaîne payante la plus puissante en soirée et la 1^{ère} chaîne généraliste payante auprès des CSP++ ;
- Téva, leader absolu des chaînes payantes sur les ménagères de moins de 50 ans.

2.3. Diversifications et Droits Audiovisuels

Les activités de diversifications et droits audiovisuels affichent une marge opérationnelle de 13,7% hors F.C.G.B., en hausse de 0,3 point par rapport au premier semestre 2012. Toutes les activités de diversification du Groupe sont rentables, et ont évolué de la manière suivante au cours des six premiers mois de l'année.

- Le pôle **Droits Audiovisuels** a bénéficié, au cours du premier semestre, du succès en salles des films *Sublimes Creatures* et *Amitiés Sincères*, qui ont tous deux réalisé plus de 800 000 entrées chacun, permettant à SND de cumuler près de 2,7 millions d'entrées pour 7 films sortis en salles.
Par ailleurs, les ventes de vidéos ont progressé pendant les six premiers mois de l'année, atteignant près de 2,6 millions d'exemplaires vendus, grâce notamment au succès des films *Looper* et *Twilight 5*.
- **M6 Web** a entrepris plusieurs investissements dans le domaine du second écran afin de développer des services adaptés aux nouveaux modes de consommation de la télévision. Ainsi, depuis le lancement du dispositif de télévision enrichie du Groupe en décembre 2012, les chaînes du Groupe ont diffusé près de 520 heures de programmes enrichis.
Par ailleurs, les sites du Groupe continuent d'afficher de solides audiences : ils ont enregistré, en moyenne, 12,4 millions de visiteurs uniques entre janvier et avril 2013, et près de 260 millions de vidéos vues entre janvier et juin 2013, permettant à M6 Web de renforcer son attractivité auprès des annonceurs.
Le pôle Jeux et Interactivité Programmes a connu un ralentissement depuis le début de l'année, principalement en raison de la baisse du nombre d'émissions utilisant les appels téléphoniques.
Par ailleurs, la licence M6 Mobile by Orange, qui compte 2,8 millions de clients au 30 juin 2013, soit 400 000 nouveaux clients par rapport au 31 décembre 2012, résiste dans le nouveau contexte concurrentiel, grâce notamment à l'élargissement de son offre et au lancement de deux nouvelles campagnes publicitaires.

- **M6 Interactions** (qui a arrêté en 2012 les activités Collections / Edition / Presse) se concentre désormais sur ses activités Musique et Spectacle.
L'activité Musique a bénéficié pendant le premier semestre du succès de l'album Génération Goldman, sorti en novembre 2012, qui s'est écoulé à près de 700 000 exemplaires dont 300 000 en 2013. Le pôle Musique a également produit l'album des Soul Men Vigon Bamy Jay, certifié disque d'or (après s'être vendu à plus de 50 000 exemplaires).
Le groupe a, de plus, produit plusieurs spectacles qui ont rencontré un vif succès, notamment Zapping Amazing 2, L'Age de glace et la tournée Salut les Copains.
- Les activités de **Ventadis** (Vente à distance) résistent malgré la forte pression concurrentielle observée sur le marché du e-commerce, grâce notamment aux efforts menés pour optimiser la structure de coûts du pôle.
MisterGoodDeal.com poursuit ainsi le recentrage de sa gamme de produits sur les articles à plus forte marge.
HSS enregistre une activité stable au premier semestre.
Enfin, monAlbumPhoto.fr, qui a vu son chiffre d'affaires progresser de +32%, a entrepris de nouveaux investissements afin de répondre à une demande croissante.
- Le **Football Club des Girondins de Bordeaux** (F.C.G.B.) a terminé la saison 2012-2013 en 7^{ème} position de la Ligue 1, et a remporté la Coupe de France, ce qui lui permettra de disputer la Ligue Europa la saison prochaine.
Au premier trimestre, le club a généré des recettes supplémentaires liées à sa participation à la Ligue Europa, compétition dans laquelle il a participé aux huitièmes de finale. Ces bonnes performances sportives, ainsi que la maîtrise de ses coûts, lui ont permis d'améliorer son résultat opérationnel.
Par ailleurs, concernant le futur stade en cours de construction dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) entre la ville de Bordeaux et le Groupe Vinci, et dont le F.C.G.B. sera le club résident, la première pierre de l'édifice a été posée le 15 avril 2013.

3. AUTRES FAITS MARQUANTS ET EVENEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2013

Le 15 avril 2013, Twentieth Century Fox et le Groupe M6 ont annoncé avoir renouvelé leur accord pluriannuel portant sur les séries et longs métrages du studio américain.

Concernant les principales procédures judiciaires et d'arbitrage mentionnées dans le document de référence 2012, les faits suivants sont à noter :

- **Requalification en contrat de travail des contrats des candidats aux émissions de télé-réalité**

Le 25 juin 2013, la Cour d'appel de Versailles, saisie par M6 pour des questions de procédure sur les requêtes de 5 participants, a annulé l'ensemble des procédures engagées par les demandeurs devant le Conseil des Prud'hommes de Boulogne-Billancourt.

- **Notification opération de concentration TPS/CanalSatellite**

A la suite des injonctions prononcées le 23 juillet 2012 par l'Autorité de la Concurrence sur l'opération de rachat par Vivendi Universal et Canal+ de TPS et CanalSatellite, Canal+ a présenté pour agrément de l'Autorité de la Concurrence une offre de référence encadrant les

négociations des contrats de distribution entre le Groupe Canal+ et les chaînes indépendantes. L'Autorité a rendu une décision d'agrément le 7 juin 2013.

À la connaissance de la société, aucun autre événement significatif n'est intervenu au 1^{er} semestre 2013, susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

4. CAPITAL ET COURS DE BOURSE

Le capital social de la société est composé au 30 juin 2013 de 125 883 964 actions d'une valeur nominale de 0,40 €, soit un capital social de 50 353 585,60 €.

Sur le 1^{er} semestre 2013, le cours de bourse de M6 a enregistré une hausse de +4,74% (calcul sur la base du cours de clôture à fin 2012), quand sur la même période le CAC 40 a progressé de +2,69%.

Evolution du cours de l'action M6 Métropole TV et du CAC 40 – 1^{er} semestre 2013 :



Source : Euronext

B. INCIDENCE SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

1. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

1.1. Présentation synthétique

en M€	30-juin-13	30-juin-12	% variation
Chiffre d'affaires consolidé	698,2	710,8	-1,8%
dont revenus publicitaires chaîne M6	334,2	342,1	-2,3%
dont autres revenus publicitaires	83,3	81,4	+2,3%
<i>sous-total revenus publicitaires Groupe</i>	<i>417,6</i>	<i>423,5</i>	<i>-1,4%</i>
dont revenus non publicitaires	280,6	287,3	-2,3%
Résultat opérationnel courant (EBITA) consolidé	126,9	125,3	+1,3%
Résultat opérationnel (EBIT) consolidé	126,2	124,6	+1,3%
Résultat financier	3,8	22,7	<i>n.s</i>
Impôts différés et exigibles	-56,5	-52,9	+6,7%
Résultat net de la période attribuable au Groupe	73,5	94,4	-22,1%

Au premier semestre de l'exercice 2013, le Groupe M6 limite la baisse de son chiffre d'affaires consolidé à -1,8%, démontrant sa capacité de résistance dans un contexte économique peu favorable.

Après un 1^{er} trimestre 2013 en baisse de -4,1%, les revenus publicitaires de la chaîne M6 sont en retrait de -0,6% au 2^{ème} trimestre, quand les autres revenus publicitaires (chaînes numériques, Internet), en baisse de -3,0% au 1^{er} trimestre, affichent une progression de +6,8% au 2^{ème} trimestre, grâce notamment aux scores d'audience de la nouvelle chaîne 6ter.

Le recul des revenus non publicitaires de -2,3% touche principalement le pôle Ventadis qui affronte une consommation ralentie des ménages.

Le résultat opérationnel courant (EBITA) consolidé s'établit à 126,9 M€, en progression (+1,3%), sous le double effet conjugué :

- d'une part :
 - de la baisse modérée du chiffre d'affaires publicitaire ;
 - des investissements dans la chaîne 6ter ;
 - du versement d'une prime de partage des profits aux salariés du Groupe (-2,3 M€) en raison de la distribution d'un dividende exceptionnel en mai 2013 ;
- compensés d'autre part par :
 - une diminution du coût de grille de la chaîne M6 de 15,5 M€, due principalement au non-réinvestissement du coût de l'Euro diffusé en juin 2012 ;
 - une contribution accrue des activités de diversifications.

Le résultat financier atteint 3,8 M€, en baisse de 18,8 M€, car en 2012 le Groupe avait bénéficié de la plus-value de cession de sa participation dans le studio américain Summit Entertainment pour 18,4 M€ net d'impôt.

Les impôts différés et exigibles s'élevaient à -56,5 M€, en progression de -3,6 M€, en raison principalement de la nouvelle contribution de 3% (Loi de Finances Rectificative de 2012) sur les dividendes versés (231,9 M€), et dont le montant s'élève à -7,0 M€.

Hors plus-value de cession Summit, le résultat net est affecté pour 8,4 M€ par l'alourdissement de la fiscalité des dividendes et le versement d'une prime de partage des profits aux salariés du Groupe. Le résultat net part du Groupe s'établit ainsi à 73,5 M€, soit une marge nette de 10,5%.

Par segment, les évolutions sont les suivantes :

en M€	1er Trimestre			2ème Trimestre			1er Semestre		
	2013	2012	%	2013	2012	%	2013	2012	%
Antenne M6	164,2	168,2	-2,5%	183,1	183,3	-0,1%	347,3	351,5	-1,2%
Chaînes Numériques	42,8	43,4	-1,4%	51,1	48,1	+6,2%	93,9	91,5	+2,6%
Diversifications et Droits audiovisuels	141,7	143,5	-1,2%	115,2	124,2	-7,3%	256,9	267,7	-4,1%
Chiffre d'affaires consolidé	348,8	355,1	-1,8%	349,4	355,7	-1,8%	698,2	710,8	-1,8%
Antenne M6	-	-	-	-	-	-	91,2	84,4	+8,0%
Chaînes Numériques	-	-	-	-	-	-	7,4	18,8	-60,6%
Diversifications et Droits audiovisuels	-	-	-	-	-	-	28,7	24,0	+19,6%
<i>Eliminations et résultats non affectés</i>	-	-	-	-	-	-	0,5	2,0	n.s
Résultat opérationnel courant consolidé (EBITA)	-	-	-	-	-	-	126,9	125,3	+1,3%

1.2. Antenne M6

Les revenus publicitaires de la chaîne M6 sont en recul de -2,3% sur le semestre.

L'Antenne M6 (chaîne, régie et filiales de production) contribue à hauteur de 91,2 M€ à l'EBITA, contre 84,4 M€ au 30 juin 2012, avec un coût de la grille qui s'établit à 163,2 M€, soit une baisse de -8,7%.

L'antenne M6 (chaîne, régie et filiales de production) améliore ainsi sa marge opérationnelle courante qui atteint 26,3% contre 24,0% au 1er semestre 2012.

1.3. Chaînes numériques

Au 30 juin 2013, le chiffre d'affaires des chaînes numériques du Groupe est en progression de +2,6%, traduisant la position de W9, qui se positionne comme la chaîne TNT la plus investie par les annonceurs (chiffres bruts, source Kantar Media).

Après intégration des investissements dans 6ter, la contribution des chaînes numériques à l'EBITA consolidé atteint 7,4 M€, soit une marge opérationnelle courante de 7,9%.

1.4. Diversifications et Droits Audiovisuels

Au 1^{er} semestre 2013, le chiffre d'affaires des Diversifications et Droits Audiovisuels s'élève à 256,9 M€ (-4,1% par rapport au 1er semestre 2012) :

- l'activité Droits Audiovisuels bénéficie du succès de ses sorties cinéma (Amitiés Sincères, Sublimes Créatures, ...) et vidéo (Twilight 5, Looper, ...) ;

- M6 Web renforce ses positions à la fois sur la téléphonie mobile et sur le marché publicitaire sur internet ;
- Ventadis voit son chiffre d'affaires baisser de -5,8%, ayant décidé de poursuivre la réduction de sa gamme de produits proposée dans son activité de e-commerce (Mistergooddeal), avec pour conséquence la croissance de sa marge opérationnelle, qui s'établit à 4,6% ;
- le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du pôle Interactions sont en progression, grâce au succès des activités musicales ;
- le F.C.G.B. a terminé le championnat de France de Ligue 1 à la 7^{ème} place, et remporté la Coupe de France, victoire qualificative pour l'Europa League. Sa performance dans cette compétition au 1^{er} semestre et sa politique de maîtrise des charges lui permettent d'afficher un résultat opérationnel semestriel positif.

La contribution à l'EBITA consolidé des Diversifications et Droits audiovisuels atteint 28,7 M€, en progression de +4,7 M€. Le niveau de marge opérationnelle courante est de 11,2%, contre 9% au premier semestre 2012.

2. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Au 30 juin 2013, le total bilan s'établit à 1 207,5 M€ en net recul de - 118,4 M€ (- 8,9%) par rapport au 31 décembre 2012.

Les actifs non courants s'élèvent à 357,2 M€, contre 365,6 M€ au 31 décembre 2012.

Ce recul de - 8,4 M€ traduit la baisse de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles (- 4,4 M€) ainsi que la réduction des actifs financiers disponibles à la vente (- 4,3 M€) après la cession partielle des titres Lions Gate et le reclassement, en actifs financiers courants, de la participation résiduelle du Groupe dans le studio américain.

Hors trésorerie et équivalents de trésorerie, les actifs courants s'établissent à 666,5 M€ en progression (+ 21,7 M€ soit + 3,4%) par rapport au 31 décembre 2012.

L'augmentation des créances clients nettes (+ 34,9 M€ soit + 12,9%) explique l'essentiel de la variation comme chaque année au cours du premier semestre en raison de la saisonnalité des activités. Cette augmentation est en partie compensée par la baisse des autres actifs courants (- 23,1 M€).

La hausse des autres actifs financiers courants (+ 7,7 M€), reflétant le reclassement de la participation du Groupe dans Lions Gate, et la diminution des créances d'impôts courants (- 13,3 M€) après la liquidation de l'impôt 2012, expliquent le solde de la variation.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 183,8 M€ en recul de - 131,8 M€ par rapport au 31 décembre 2012 (cf. commentaires sur le tableau de flux de trésorerie consolidé).

Au passif du bilan, les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 533,8 M€.

Leur variation par rapport à la clôture 2012 (- 153,8 M€) s'explique principalement par :

- la distribution de dividendes pour - 231,9 M€ ;
- le résultat net du premier semestre 2013 pour + 73,5 M€.

Les autres éléments composant le passif (passifs courants et non courants) s'établissent à 673,5 M€, en croissance par rapport au 31 décembre 2012 (638,1 M€), en raison notamment de la saisonnalité de l'activité.

Au 30 juin 2013, aucune des lignes de crédit dont dispose le Groupe n'est en outre utilisée.

3. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles s'élèvent à + 135,0 M€ au 30 juin 2013, à un niveau significativement supérieur à celui relevé au 30 juin 2012 (+ 106,5 M€).

Cette hausse de + 28,5 M€ résulte des évolutions suivantes :

- la capacité d'autofinancement avant impôt dégagée par le Groupe s'établit à 182,7 M€, en progression de + 10,8 M€. Cette croissance reflète principalement un niveau de dotations nettes de reprises supérieur à celui du premier semestre 2012 (soit + 13,1 M€).
- la variation du besoin en fonds de roulement (« BFR »), hors créance et dette d'impôt, se traduit par un emploi de la trésorerie pour – 13,1 M€, contre – 25,8 M€ au premier semestre 2012.
- Le décaissement lié à l'impôt sur le résultat s'établit à – 34,6 M€ contre – 39,6 M€ au premier semestre 2012. Cette variation (+ 5,0 M€ soit – 12,6%) d'une période à une autre est le reflet de la baisse de l'impôt exigible entre 2011 et 2012, la charge d'un exercice fiscal N déterminant le solde d'impôt à régler en avril de l'année N+1 et le niveau d'acomptes à verser dans cette année.

Pour les six premiers mois de 2013, les flux de trésorerie affectés aux investissements ont consommé pour – 33,7 M€ de trésorerie alors qu'ils en avaient consommé pour – 25,4 M€ au premier semestre 2012.

- Alors que le premier semestre 2012 avait été marqué par l'encaissement de + 24,8 M€ au titre de la transaction Summit, le premier semestre 2013 a été marqué par l'encaissement de + 2,7 M€ au titre de la cession partielle de la participation du Groupe dans Lions Gate.
- Par ailleurs, les investissements plus récurrents (achats de droits par SND et SNDA, achats et ventes de joueurs par le FC Girondins de Bordeaux, renouvellement des équipements techniques et logiciels) affichent une décroissance de 13,7 M€ entre le 30 juin 2012 et le 30 juin 2013.

Les flux de trésorerie résultant des opérations de financement constituent un emploi à hauteur de – 233,1 M€ quand ces flux s'établissaient à – 158,7 M€ au premier semestre 2012.

Cette variation de – 74,4 M€ s'explique principalement par le dividende de – 231,9 M€ versé en 2013 aux actionnaires, qui se compose d'un dividende ordinaire de – 106,5 M€ (contre – 126,2 M€ en 2012) et d'un dividende exceptionnel de – 125,4 M€. Le versement de 20 M€ sous compte séquestre dans le cadre du projet de nouveau stade de la ville de Bordeaux, et les programmes de rachat d'actions et de liquidité, qui avaient pesé pour – 10,0 M€ sur le

premier semestre 2012 (contre + 1,0 M€ sur le premier semestre 2013), expliquent le solde de la variation.

Le semestre se traduit donc par une baisse de la trésorerie de – 131,8 M€ par rapport au 31 décembre du précédent exercice, contre une baisse de trésorerie de – 77,5 M€ observée sur le premier semestre 2012.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissent ainsi à + 183,8 M€ au 30 juin 2013 contre + 251,1 M€ au 30 juin 2012.

Le Groupe affiche une trésorerie nette de + 185,8 M€ au 30 juin 2013.

C. EVENEMENTS POST - CLOTURE

Le 5 juillet 2013, le Groupe a cédé une nouvelle partie de sa participation dans la société Lions Gate pour un montant de 2,9 MUSD.

A la connaissance de la société, aucun autre événement significatif n'est intervenu depuis le 1^{er} juillet 2013 susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe.

D. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET DES PRINCIPALES INCERTITUDES

1. RISQUES ET INCERTITUDES CONCERNANT LE SEMESTRE ECOULE

Les principaux risques et incertitudes auxquels est soumis le Groupe sont détaillés dans le Document de Référence 2012 enregistré auprès de l'AMF en date du 16 avril 2013 et disponible sur le site www.amf-france.org ainsi que sur le site de la société www.groupem6.fr.

Les évolutions récentes concernant les litiges sont décrites dans le paragraphe A. 3 du présent rapport semestriel d'activité. Les risques financiers résultant des affaires en cours ont été estimés prudemment et provisionnés si nécessaire dans les comptes du Groupe. Par ailleurs, une mise à jour des expositions, sensibilités et couvertures éventuelles des risques de marché est détaillée en note 19.3 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

A la connaissance de la société, aucun événement survenu depuis le 1^{er} janvier 2013, hors éléments déjà mentionnés, ne modifie la description des principaux risques et incertitudes telle qu'effectuée dans le Document de Référence.

2. RISQUES ET INCERTITUDES CONCERNANT LE SECOND SEMESTRE

Les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité, dont les principes généraux sont détaillés en note 5 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

Plus spécifiquement concernant l'exercice 2013, les éléments suivants peuvent être ajoutés :

- Compte tenu de la situation générale de l'économie française, le Groupe s'attend à la poursuite du recul du marché publicitaire de la Télévision sans qu'il soit possible à ce jour d'en prévoir le montant, et qui devrait affecter le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.
- Les résultats des chaînes numériques, et en particulier de W9, sont exposés à l'incertitude sur leurs recettes publicitaires et à un effet de saisonnalité sur les coûts de grille, lié à la mise en place en septembre des nouveaux programmes pour la saison 2013-2014.
- Les pertes de lancement de la nouvelle chaîne 6ter devraient atteindre entre 15 et 18 M€ sur l'année entière.
- Compte tenu de sa structure de coûts et des aléas liés aux éventuels transferts de joueurs, le Groupe n'est pas en mesure d'indiquer à ce stade avec précision le niveau de pertes du F.C.G.B. en 2013. Néanmoins, sur l'année civile, le déficit sera réduit par rapport à celui enregistré en 2012.

En conclusion, le Groupe souhaite donc rappeler que, compte tenu de la saisonnalité traditionnelle de ses activités et des incertitudes liées au contexte économique actuel, le niveau de résultat opérationnel courant au 30 juin 2013 ne peut servir de base d'extrapolation pour ce même indicateur sur l'ensemble de l'exercice.

E. PARTIES LIEES

Les informations concernant les transactions réalisées avec les parties liées sont détaillées en note 24 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

F. INFORMATION SECTORIELLE

Antenne M6

En M€	30/06/2013			30/06/2012			Variation 2013/2012		
	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)
Chaîne M6 *	379,7	334,9	87,2	387,0	343,9	80,3	(7,3)	(9,0)	6,9
Filiales de production audiovisuelle et cinématographique	65,6	12,3	4,0	62,2	7,6	4,2	3,4	4,7	(0,1)
Eliminations intra-segment	(72,9)	-	-	(79,1)	-	-	6,2	-	-
Total Antenne M6	372,4	347,3	91,2	370,0	351,5	84,4	2,4	(4,2)	6,8

* y.c. M6 Publicité (régie)

Chaînes numériques

En M€	30/06/2013			30/06/2012			Variation 2013/2012		
	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)
Total Chaînes Thématiques	96,8	93,9	7,4	93,4	91,5	18,8	3,4	2,4	(11,4)

Diversifications et droits audiovisuels

En M€	30/06/2013			30/06/2012			Variation 2013/2012		
	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)	Chiffre d'affaires total	Chiffre d'affaires hors Groupe	Résultat opérationnel courant (EBITA)
Droits audiovisuels	42,9	38,4	3,1	61,4	41,1	1,9	(18,5)	(2,7)	1,2
Pôle Interactions	8,8	7,2	3,3	7,6	6,0	1,8	1,1	1,2	1,5
Ventadis	129,3	126,1	5,9	137,7	133,9	5,1	(8,4)	(7,8)	0,7
M6 Web	49,5	48,3	15,6	52,0	50,8	18,5	(2,5)	(2,4)	(2,9)
F.C.G.B.	37,1	36,9	0,9	36,3	36,0	(3,3)	0,8	0,8	4,1
Eliminations intra-segment	(5,7)	-	-	(7,3)	-	-	1,6	-	-
Total Diversifications & Droits Audiovisuels	261,9	256,9	28,7	287,7	267,7	24,0	(25,8)	(10,8)	4,7



METROPOLE TELEVISION – M6
SOCIETE ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE AU CAPITAL
DE 50 353 585,60 €
SIEGE SOCIAL : 89 AVENUE CHARLES DE GAULLE – 92575 NEUILLY-SUR-SEINE
CEDEX
339 012 452 RCS NANTERRE

**Comptes consolidés semestriels
résumés au 30/06/2013**

A.	COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30/06/2013	22
1.	Etat de la situation financière consolidée	22
2.	Etat du résultat global consolidé	23
3.	Tableau de flux de trésorerie consolidé	24
4.	Etat de variation des capitaux propres consolidés	25
B.	Annexe aux Comptes consolidés	26
1.	Faits marquants du semestre	26
2.	Informations sur l'entreprise	26
3.	Préparation et présentation des états financiers consolidés	26
4.	Changements de méthode	28
5.	Saisonnalité	28
6.	Regroupements d'entreprises	28
7.	Informations sectorielles	28
8.	Autres produits opérationnels et autres charges opérationnelles	32
9.	Rémunérations en actions	32
10.	Résultat financier	34
11.	Impôt sur le résultat	34
12.	Résultat par action	36
13.	Dividendes	36
14.	Immobilisations incorporelles	36
15.	Goodwill	37
16.	Immobilisations corporelles	38
17.	Stocks	39
18.	Instruments financiers	40
19.	Risques liés aux instruments financiers	44
20.	Capitaux propres	48
21.	Indemnités de départ en retraite	51
22.	Provisions	52
23.	Actifs et passifs éventuels	54
24.	Parties liées	56
25.	Événements post clôture	58
26.	Périmètre	59

A. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30/06/2013

1. Etat de la situation financière consolidée

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2013	31/12/2012
Goodwill	15	66,8	66,8
Droits audiovisuels	14	37,8	47,9
Autres immobilisations incorporelles	14	78,4	67,7
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		182,9	182,3
Terrains	16	19,3	19,3
Constructions	16	89,0	91,5
Autres immobilisations corporelles	16	22,9	24,9
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		131,2	135,6
Actifs financiers disponibles à la vente	18.1	0,2	4,5
Autres actifs financiers non courants	18.1	22,2	22,4
Participations dans les entreprises associées		0,1	0,2
ACTIFS FINANCIERS		22,6	27,1
Actifs d'impôts différés	11	20,5	20,5
ACTIF NON COURANT		357,2	365,6
Stocks de droits de diffusion	17	184,8	168,2
Autres stocks	17	22,9	23,9
Créances clients nettes	18.1	305,9	271,0
Impôts courants		0,5	13,8
Instruments financiers dérivés	18.1	-	-
Autres actifs financiers courants	18.1	9,4	1,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18.1	183,8	315,6
Autres actifs courants	18.1	143,0	166,1
ACTIF COURANT		850,3	960,4
TOTAL ACTIF		1 207,5	1 325,9

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2013	31/12/2012
Capital social		50,4	50,4
Prime d'émission		-	-
Actions propres		(7,8)	(8,8)
Réserves consolidées		418,1	507,5
Autres réserves		(0,3)	(1,6)
Résultat part du Groupe		73,5	140,2
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		533,8	687,6
Intérêts non contrôlants		0,2	0,2
CAPITAUX PROPRES	20	534,0	687,8
Provisions	21 et 22	7,4	7,4
Dettes financières	18.2	1,4	1,7
Autres passifs financiers	18.2	-	-
Dettes sur immobilisations		-	1,8
Autres dettes	18.2	0,2	0,7
Passifs d'impôts différés	11	0,4	-
PASSIF NON COURANT		9,4	11,7
Provisions	22	91,8	88,2
Dettes financières	18.2	0,5	0,5
Instruments financiers dérivés	18.2	0,4	0,2
Autres passifs financiers	18.2	3,6	3,6
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18.2	382,2	373,8
Autres dettes d'exploitation	18.2	67,9	59,5
Impôts courants		9,9	0,8
Dettes fiscales et sociales	18.2	95,1	89,4
Dettes sur immobilisations		12,8	10,4
PASSIF COURANT		664,1	626,4
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		1 207,5	1 325,9

2. Etat du résultat global consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2013	30/06/2012
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE			
Chiffre d'affaires		698,2	710,8
Autres produits opérationnels	8,1	5,5	3,0
Total des produits opérationnels		703,7	713,8
Consommations et autres charges opérationnelles *	8,2	(365,7)	(383,5)
Charges de personnel (yc participation)		(128,8)	(128,3)
Impôts, taxes et versements assimilés		(30,6)	(32,1)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations (nettes de reprises) *	8,3	(52,3)	(45,3)
Perte de valeur des actifs non amortissables	8,3 / 15	-	-
Total des charges opérationnelles		(577,5)	(589,1)
Plus-value sur cessions d'immobilisations		-	-
Résultat opérationnel		126,2	124,6
Produits de la trésorerie		2,5	3,3
Coût de l'endettement		-	(0,4)
Réévaluation des instruments dérivés		(0,1)	(0,3)
Plus-values de cession des actifs financiers disponibles à la vente	18	1,7	20,2
Autres éléments financiers		(0,2)	(0,2)
Résultat financier	10	3,8	22,7
Part du résultat dans les sociétés associées		(0,1)	-
Résultat courant avant impôt		130,0	147,3
Impôt sur le résultat	11	(56,5)	(52,9)
Résultat net des activités poursuivies		73,5	94,4
Profit ou perte après impôt des activités abandonnées		-	-
Résultat net de la période		73,5	94,4
attribuable au Groupe		73,5	94,4
attribuable aux intérêts non contrôlants		-	-
Résultat part du Groupe par action (en euros)	12	0,586	0,749
Résultat part du Groupe par action des activités poursuivies (en euros)		0,586	0,749
Résultat dilué part du Groupe par action (en euros)	12	0,583	0,746
Résultat dilué part du Groupe par action des activités poursuivies (en euros)		0,583	0,746
RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE			
Résultat net consolidé		73,5	94,4
<i>Autres éléments du résultat global recyclables en résultat :</i>			
Variation de la valeur des instruments dérivés		(0,1)	1,1
Variation de la valeur des actifs disponibles à la vente	18	2,1	(17,4)
Variation des écarts de conversion		(0,0)	(0,8)
Impôts sur les éléments recyclables	11	(0,7)	2,7
<i>Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat :</i>			
Pertes et gains actuariels		0,4	(2,4)
Impôts sur les éléments non recyclables	11	(0,2)	0,8
Autres éléments du résultat global		1,6	(15,9)
Résultat global de la période		75,1	78,5
attribuable au Groupe		75,1	78,5
attribuable aux intérêts non contrôlants		-	-

* Par rapport aux comptes publiés, 0,6 M€ de reprises de provisions ont été reclassés au 30 juin 2012 de « Dotations aux amortissements et aux dépréciations (nettes de reprises) » à « Consommations et autres charges opérationnelles », afin de regrouper au sein d'un même agrégat les dotations et reprises de provisions sur droits de diffusion et leur consommation.

3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

<i>(en millions d'euros)</i>	Note n°	30/06/2013	30/06/2012
Résultat opérationnel		126,2	124,6
Amortissements et provisions hors actifs circulants		54,7	41,6
Plus-values et moins-values de cession		(2,4)	0,2
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie *		2,0	2,6
Résultat opérationnel retraité des éléments sans incidence sur la trésorerie		180,5	169,0
Produits perçus de la trésorerie	10	2,3	3,0
Intérêts payés	10	(0,1)	(0,1)
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPOT		182,7	171,9
Diminution / (Augmentation) des stocks nets	17	(15,6)	(11,4)
Diminution / (Augmentation) des créances d'exploitation nettes	18	(21,1)	(57,5)
(Diminution) / Augmentation des dettes d'exploitation	18	23,6	43,1
VARIATION du BESOIN en FONDS de ROULEMENT		(13,1)	(25,8)
Impôt sur les sociétés et assimilés décaissés	11	(34,6)	(39,6)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		135,0	106,5
Opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	14	(45,5)	(37,8)
Acquisition d'immobilisations corporelles	16	(3,0)	(12,6)
Acquisition d'immobilisations financières	18	-	(3,4)
Trésorerie nette résultant d'acquisitions de filiales et d'activités		-	-
Trésorerie nette résultant des cessions de filiales		-	-
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	14 / 16	11,9	-
Cessions ou réductions d'immobilisations financières	18	2,9	28,2
Dividendes reçus		-	-
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(33,7)	(25,4)
Opérations de financement			
Augmentation / réduction de capital	20	-	(4,9)
Actifs financiers	18	(2,3)	(21,2)
Passifs financiers		(0,3)	(1,6)
Produits des exercices de stock-options		-	-
Acquisitions et cessions d'actions propres	20	1,0	(5,1)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	13	(231,6)	(125,9)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(233,1)	(158,7)
Flux de trésorerie liés aux activités en cours de cession		-	-
Effet des écarts de conversion de trésorerie		-	0,1
VARIATION GLOBALE DE TRESORERIE	18	(131,8)	(77,5)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	18	315,6	328,6
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE		183,8	251,1

* principalement liés à la charge comptabilisée conformément à IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions.

4. Etat de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions (en milliers)	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Réserves consolidées Résultat Groupe	Variations des Justes valeurs Ecart de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts non contrôlants	Capitaux propres
SITUATION AU 1^{er} JANVIER 2012	126 384,0	50,6	-	(1,6)	634,9	9,9	693,7	0,1	693,8
Variation de la valeur des instruments dérivés						0,7	0,7	-	0,7
Variation de la valeur des actifs disponibles à la vente						(14,3)	(14,3)		(14,3)
Pertes et gains actuariels					(1,6)		(1,6)		(1,6)
Ecart de conversion					(1,6)	(0,8)	(0,8)		(0,8)
Autres éléments du résultat					(1,6)	(14,4)	(15,9)		(15,9)
Résultat de la période					94,4		94,4	0,0	94,4
Résultat global total de la période		-	-	-	92,8	(14,4)	78,4	0,0	78,5
Dividendes distribués					(126,2)		(126,2)	(0,0)	(126,3)
Variations de capital de l'entreprise consolidante	(500,0)	(0,2)			(4,7)		(4,9)		(4,9)
Acquisitions/Cessions d'actions propres				(4,7)	(0,2)		(4,9)		(4,9)
Total des transactions actionnariales		(0,2)	-	(4,7)	(131,1)	-	(136,0)	(0,0)	(136,1)
Coûts des stocks options et des actions gratuites (IFRS2)					2,7		2,7		2,7
Instruments de couverture des attributions d'actions gratuites					0,0		0,0		0,0
Autres mouvements							-		-
SITUATION AU 30 JUIN 2012	125 884,0	50,4	-	(6,3)	599,3	(4,6)	638,8	0,1	638,9
SITUATION AU 1^{er} JANVIER 2013	125 884,0	50,4	-	(8,8)	647,7	(1,8)	687,6	0,2	687,8
Variation de la valeur des instruments dérivés						(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
Variation de la valeur des actifs disponibles à la vente						1,3	1,3		1,3
Pertes et gains actuariels					0,3		0,3		0,3
Ecart de conversion						-	-		-
Autres éléments du résultat					0,3	1,3	1,6		1,6
Résultat de la période					73,5		73,5		73,5
Résultat global total de la période		-	-	-	73,8	1,3	75,0	-	75,0
Dividendes distribués					(231,9)		(231,9)		(231,9)
Variations de capital de l'entreprise consolidante							-		-
Acquisitions/Cessions d'actions propres				1,0			1,0		1,0
Total des transactions actionnariales		-	-	1,0	(231,9)	-	(230,9)	-	(230,9)
Coûts des stocks options et des actions gratuites (IFRS2)					2,0		2,0		2,0
Instruments de couverture des attributions d'actions gratuites							-		-
Autres mouvements							-		-
SITUATION AU 30 JUIN 2013	125 884,0	50,4	-	(7,8)	491,5	(0,8)	633,8	0,2	634,0

B. ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

Sauf indication contraire, tous les montants cités dans l'annexe sont libellés en millions d'euros.

1. Faits marquants du semestre

Au cours du 1^{er} semestre 2013, le Groupe M6 a cédé une partie de sa participation dans la société Lions Gate. Les conséquences de cette transaction sur les comptes du Groupe au 30 juin 2013 sont détaillées en note 18.

Le 15 avril 2013, Twentieth Century Fox et le Groupe M6 ont annoncé la signature d'un accord pluriannuel portant sur les séries et longs métrages du studio américain.

2. Informations sur l'entreprise

Les états financiers consolidés au 30 juin 2013 du groupe dont Métropole Télévision est la société mère (le Groupe) ont été arrêtés par le Directoire du 12 juillet 2013 et examinés par le Conseil de Surveillance du 23 juillet 2013. Ils sont constitués des états financiers résumés et d'une sélection de notes explicatives.

Métropole Télévision est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance, domiciliée au 89 avenue Charles de Gaulle, à Neuilly-sur-Seine en France. Elle est cotée à Paris sur le compartiment A d'Euronext (code ISIN FR0000053225). Elle est en outre consolidée suivant la méthode de l'intégration globale par le Groupe RTL, coté sur les marchés de Bruxelles, de Luxembourg et de Francfort.

3. Préparation et présentation des états financiers consolidés

DECLARATION DE CONFORMITE ET BASES DE PREPARATION

Les comptes consolidés du 1^{er} semestre 2013 ont été préparés en conformité avec IAS 34 - *Information financière intermédiaire* et sur la base d'états financiers résumés conformes aux normes IFRS en vigueur au sein de l'Union Européenne.

Le référentiel IFRS adopté dans l'Union Européenne au 30 juin 2013 est disponible à la rubrique Interprétations et normes IAS/IFRS adoptées par la Commission sur le site suivant : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm.

Les comptes semestriels n'incluent donc pas l'intégralité des informations nécessaires à l'établissement de comptes annuels. Ils doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2012.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe pour établir les comptes consolidés au 30 juin 2013 sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2012, à l'exception des nouvelles normes, amendements aux normes existantes et nouvelles interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2013.

NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS AUX NORMES EXISTANTES ET NOUVELLES INTERPRETATIONS EN VIGUEUR AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE ET D'APPLICATION OBLIGATOIRE POUR LES EXERCICES OUVERTS AU 1^{ER} JANVIER 2013

L'adoption des textes suivants n'a pas eu d'impact sur l'information présentée par le Groupe :

- Améliorations annuelles des IFRS, applicables aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013 ;

- Amendement à IFRS 1 – *Prêts gouvernementaux*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013 ;
- Amendement à IFRS 1 – *Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013 ;
- Amendements à IFRS 7 – *Informations à fournir, compensation des actifs financiers et passifs financiers*, applicables aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013 ;
- IFRS 13 – *Evaluation à la juste valeur*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013 ;
- IFRIC 20 – *Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013.

Au cours de l'exercice 2012, le Groupe avait opté pour une application anticipée de :

- Amendement à IAS 1 – *Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI)*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} juillet 2012 ;
- Amendements à IAS 19 – *Régime à prestations définies*, applicables aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2013.

APPLICATION DE NOUVELLES NORMES PAR ANTICIPATION DE LEUR DATE D'APPLICATION OBLIGATOIRE

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des textes suivants dont la date d'application obligatoire est postérieure au 1^{er} janvier 2013 :

- IAS 27 révisée – *Etats financiers individuels*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- IAS 28 révisée – *Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- Amendements à IAS 32 – *Compensation des actifs financiers et passifs financiers*, applicables aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- IFRS 10 – *Etats financiers consolidés*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- IFRS 11 – *Accords conjoints*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- IFRS 12 – *Informations à fournir sur les participations dans les autres entités*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- Amendements : dispositions transitoires IFRS 10, 11, 12, applicables aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014.

Le Groupe n'attend pas d'impact matériel sur ses situation et performance financières de la première application de ces textes.

NORMES PUBLIEES PAR L'IASB MAIS NON ENCORE APPROUVEES PAR L'UNION EUROPEENNE

Le Groupe pourrait être concerné par :

- Amendements à IAS 36 – *Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 ;
- IFRS 9 – *Instruments financiers (phase 1 : classification et évaluation des actifs et passifs financiers)*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2015 ;
- IFRIC 21 – *Taxes prélevées par une autorité publique*, applicable aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014.

Néanmoins, l'application de ces textes ne devrait pas avoir d'effet matériel sur la situation et la performance financière du Groupe.

4. Changements de méthode

Au 1^{er} semestre 2013, le Groupe n'a pas procédé à des changements de méthodes comptables.

5. Saisonnalité

Les activités du Groupe sont pour partie soumises à des effets de saisonnalité et il en résulte généralement un résultat net consolidé du premier semestre supérieur à celui enregistré sur le second semestre.

Notamment, les chaînes pâtissent au cours du second semestre à la fois d'un niveau moindre des recettes publicitaires durant les mois d'été et d'une augmentation des coûts liés aux programmes au moment de la rentrée de septembre et des fêtes de fin d'année. Cette saisonnalité peut cependant être significativement modifiée dans le cas où un ou des événements ponctuels pesant sur le coût des programmes (événements sportifs majeurs par exemple) sont diffusés au cours du premier semestre.

Les activités du pôle Ventadis sont marquées par une saisonnalité forte avec un accroissement du chiffre d'affaires et du résultat au second semestre, porté par les ventes réalisées dans le contexte des fêtes de fin d'année.

Le résultat du FC Girondins de Bordeaux est fortement corrélé à la participation et au succès du club dans les compétitions avec éliminations (coupes, compétitions européennes) et à la cession de joueurs. Le premier semestre est ainsi généralement meilleur que le second, la prime de classement liée à la performance du club en Ligue 1 (championnat de France) étant reconnue au cours du second semestre de la saison sportive qui correspond au premier semestre de l'année civile et de l'exercice du Groupe.

Les autres activités du Groupe sont moins affectées par des effets de saisonnalité.

6. Regroupements d'entreprises

Le Groupe n'a pas acquis de nouvelles filiales au cours du 1^{er} semestre 2013.

7. Informations sectorielles

Depuis le 1^{er} janvier 2009, le Groupe applique IFRS 8 - *Secteurs opérationnels*, afin de présenter son résultat, son bilan et ses investissements par secteur opérationnel pertinent.

Ces secteurs sont ceux sur lesquels est basé le reporting de gestion interne établi mensuellement et communiqué au principal décideur opérationnel, le Directoire, ainsi qu'aux autres décisionnaires opérationnels, les dirigeants des filiales ou directions du Groupe.

Les indicateurs de performance plus particulièrement suivis sont le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant (EBITA), qui se définit comme le résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges liés aux regroupements d'entreprises et du résultat de cession de filiales et participations. Sont également analysés régulièrement les capitaux employés et les investissements réalisés par secteur afin d'apprécier la rentabilité des ressources allouées à ces derniers et de décider de la politique d'investissement future.

Les secteurs opérationnels présentés sont les suivants :

ANTENNE M6

Le secteur inclut la chaîne M6, reposant sur un modèle économique financé entièrement par la publicité et sur une large diffusion numérique SD et HD sur les réseaux hertzien, ADSL, câble et satellite, et l'ensemble des activités qui y sont principalement associées telles que les activités de production, de coproduction et la régie publicitaire.

CHAINES NUMERIQUES

Le secteur inclut les autres chaînes du Groupe, diffusées sur le réseau TNT ou dans le cadre des « bouquets » diffusés via l'ADSL, le câble ou le satellite. Ces chaînes, qualifiées dans un premier temps de chaînes thématiques, ont considérablement accru leur part de marché tant en terme d'audience qu'en terme de revenus publicitaires au cours des dernières années.

Le modèle économique des chaînes dites « payantes » repose sur un financement mixte (publicité, reversements des distributeurs) alors que celui des chaînes gratuites (diffusion en TNT SD / HD gratuite) dépend uniquement de la publicité.

DIVERSIFICATIONS ET DROITS AUDIOVISUELS

Le secteur inclut l'ensemble des activités considérées comme autonomes pour tout ou partie par rapport au métier d'éditeur de chaînes et dont les caractéristiques principales sont notamment : la distribution de biens physiques ou immatériels auprès des consommateurs, la constitution de stocks de marchandises, l'achat pour revente et l'organisation de spectacles.

Les revenus qui en découlent sont constitués principalement des ventes aux consommateurs ou spectateurs ainsi que des ventes à des distributeurs ou diffuseurs spécialisés. La contribution des revenus publicitaires, bien que plus marginale à ce jour pour ce secteur, est en forte croissance.

LES ELIMINATIONS ET RESULTATS NON AFFECTES se rapportent au coût des plans d'option d'achat et de souscription d'actions, au coût des plans d'attribution d'actions gratuites, au résultat des sociétés immobilières et sociétés sans activité et à des retraitements de consolidation non alloués et correspondant essentiellement à l'élimination des marges réalisées entre sociétés du Groupe dans le cadre de cessions d'actifs stockés ou immobilisés.

RESULTAT

Les contributions de chaque secteur d'activité au résultat sont les suivantes :

	Antenne M6	Chaînes Numériques	Diversifications & Droits Audiovisuels*	Eliminations et résultats non affectés	Total 30/06/2012
Chiffre d'affaires hors-Groupe	351,5	91,5	267,7	0,1	710,8
Chiffre d'affaires inter-segments	18,5	1,9	20,0	(40,4)	-
Chiffre d'affaires	370,0	93,4	287,7	(40,4)	710,8
Résultat opérationnel courant (EBITA) des activités poursuivies	84,4	18,8	24,0	(2,0)	125,3
Produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises	-	-	(0,7)	-	(0,7)
Résultat de cession de filiales et participations	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel (EBIT) des activités poursuivies	84,4	18,8	23,3	(2,0)	124,6
Résultat financier					22,7
Part dans les sociétés mises en équivalence					-
Résultat avant impôt (EBT) des activités poursuivies					147,3
Impôt					(52,9)
Résultat net des activités poursuivies					94,4
Résultat de la période					94,4
attribuable au Groupe					94,4
attribuable aux intérêts non contrôlants					-

	Antenne M6*	Chaînes Numériques*	Diversifications & Droits Audiovisuels	Eliminations et résultats non affectés	Total 30/06/2013
Chiffre d'affaires hors-Groupe	347,3	93,9	256,9	0,2	698,2
Chiffre d'affaires inter-segments	25,2	2,9	5,0	(33,1)	-
Chiffre d'affaires	372,4	96,8	261,9	(32,9)	698,2
Résultat opérationnel courant (EBITA) des activités poursuivies	91,2	7,4	28,7	(0,5)	128,9
Produits et charges opérationnels liés aux regroupements d'entreprises	-	-	(0,7)	-	(0,7)
Résultat de cession de filiales et participations	-	-	-	-	-
Résultat opérationnel (EBIT) des activités poursuivies	91,2	7,4	28,0	(0,5)	126,2
Résultat financier					3,8
Part dans les sociétés mises en équivalence					(0,1)
Résultat avant impôt (EBT) des activités poursuivies					130,0
Impôt					(56,5)
Résultat net des activités poursuivies					73,5
Résultat de la période					73,5
attribuable au Groupe					73,5
attribuable aux intérêts non contrôlants					-

*Au 30 juin 2013, la société M6 Editions est intégrée au secteur d'activité « Antenne M6 ». Elle était antérieurement intégrée au secteur « Diversifications et Droits Audiovisuels ».

La contribution de M6 Editions au chiffre d'affaires est de 0,7 M€ au 30 juin 2013 comme au 30 juin 2012. Sa contribution à l'EBITA est nulle au 30 juin 2013 contre -0,1 M€ au 30 juin 2012.

La société SNDA fait partie du secteur d'activité « Chaînes Numériques ». Son activité était portée par la société SND au 30 juin 2012 qui fait partie du secteur « Diversifications et Droits Audiovisuels ».

La contribution de SNDA au chiffre d'affaires est de 2,2 M€ au 30 juin 2013 contre 1,7 M€ au 30 juin 2012. Sa contribution à l'EBITA est nulle au 30 juin 2013 contre 0,1 M€ au 30 juin 2012.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Les contributions de chaque secteur d'activité à la situation financière sont les suivantes :

	Antenne M6	Chaînes numériques	Diversifications et Droits Audiovisuels*	Eliminations	Total des activités poursuivies 31/12/2012
Actif et Passif					
Actif du secteur	468,1	115,3	370,4	(119,5)	834,3
Participation dans les entreprises associées			0,2		0,2
Actif non alloué					491,5
Total Actif	468,1	115,3	370,6	(119,5)	1 325,9
Passif du secteur	334,8	133,4	273,9	(119,5)	622,7
Passif non alloué					15,4
Total passif	334,8	133,4	273,9	(119,5)	638,1
Total actif net	133,3	(18,1)	96,6	-	687,8
Autres informations sectorielles					
Investissements corporels et incorporels	16,0	23,5	63,3		102,8
Amortissements	(13,6)	(24,5)	(58,2)		(96,3)
Dépréciations	(0,1)	(3,9)	(3,7)		(7,8)
Autres informations sectorielles non allouées					10,7

	Antenne M6*	Chaînes numériques	Diversifications et Droits Audiovisuels	Eliminations	Total des activités poursuivies 30/06/2013
Actif et Passif					
Actif du secteur	590,4	140,3	322,9	(192,1)	861,6
Participation dans les entreprises associées			0,1		0,1
Actif non alloué					345,8
Total Actif	590,4	140,3	323,1	(192,1)	1 207,5
Passif du secteur	377,0	194,1	271,5	(192,1)	650,5
Passif non alloué					23,0
Total passif	377,0	194,1	271,5	(192,1)	673,5
Total actif net	213,4	(53,8)	51,6	0,0	534,0
Autres informations sectorielles					
Investissements corporels et incorporels	7,7	16,6	22,3		46,6
Amortissements	(5,7)	(18,9)	(22,2)		(46,9)
Dépréciations	0,5	(2,6)	0,1		(2,0)
Autres informations sectorielles non allouées					(1,6)

* Au 30 juin 2013, la société M6 Editions est intégrée au secteur d'activité « Antenne M6 ». Elle était antérieurement intégrée au secteur « Diversifications et Droits Audiovisuels ». Sa contribution à l'actif net du secteur est de -1,1 M€ au 30 juin 2013 contre +0,5 M€ au 31 décembre 2012.

Depuis le 31 décembre 2012, la société SNDA fait partie du secteur d'activité « Chaînes numériques ».

Les actifs non alloués correspondent aux disponibilités et autres actifs financiers du Groupe, ainsi qu'aux créances d'impôts.

Les passifs non alloués correspondent à l'endettement et autres passifs financiers du Groupe, ainsi qu'aux dettes d'impôts.

N'ayant pas d'activité significative hors de France Métropolitaine, le Groupe ne présente pas d'information sectorielle par zone géographique.

8. Autres produits opérationnels et autres charges opérationnelles

8.1 Autres produits opérationnels

Les autres produits opérationnels s'élevaient à 5,5 M€ (contre 3,0 M€ au 30 juin 2012) et sont constitués principalement par :

- les produits de cessions de joueurs de football pour 2,4 M€ ;
- les produits des subventions d'exploitation pour 1,5 M€, contre 1,8 M€ au 30 juin 2012 ;
- les produits liés au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) pour 0,7 M€ ;
- les gains de change opérationnels pour 0,2 M€, contre 0,6 M€ au 30 juin 2012.

8.2 Consommations et autres charges opérationnelles

	30/06/2013	30/06/2012
Consommation de droits de diffusion et programmes de flux (y compris dépréciations des stocks de droits de diffusion) *	(93,3)	(95,6)
Consommations de stocks de marchandises	(67,7)	(77,8)
Autres services extérieurs	(204,3)	(209,9)
Autres charges	(0,3)	(0,2)
Consommations et autres charges opérationnelles	(365,7)	(383,5)

* Par rapport aux comptes publiés, 0,6 M€ de reprises de provisions ont été reclassés au 30 juin 2012 de « Dotations aux amortissements et aux dépréciations (nettes de reprises) » à « Consommations et autres charges opérationnelles », afin de regrouper au sein d'un même agrégat les dotations et reprises de provisions sur droits de diffusion et leur consommation.

8.3 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

	30/06/2013	30/06/2012
Amortissements et dépréciations des droits audiovisuels	(35,2)	(28,1)
Amortissements et dépréciations des parts producteurs	(0,8)	(4,0)
Amortissements et dépréciations des autres immobilisations incorporelles	(7,4)	(5,4)
Amortissements des immobilisations corporelles	(7,4)	(6,3)
Autres dépréciations	(1,5)	(1,5)
Perte de valeur des goodwill	-	-
Total dotations (nettes des reprises) *	(52,3)	(45,3)

* Par rapport aux comptes publiés, 0,6 M€ de reprises de provisions ont été reclassés au 30 juin 2012 de « Dotations aux amortissements et aux dépréciations (nettes de reprises) » à « Consommations et autres charges opérationnelles », afin de regrouper au sein d'un même agrégat les dotations et reprises de provisions sur droits de diffusion et leur consommation.

9. Rémunérations en actions

PLANS OCTROYES EN 2013

Au cours du 1^{er} semestre 2013, aucune nouvelle attribution d'options de souscription d'actions ou d'actions gratuites n'a été décidée par le Directoire.

ÉVALUATION A LA JUSTE VALEUR DE L'AVANTAGE ACCORDE AUX SALARIES

En application d'IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions* et d'IFRS 1 - *Première adoption des IFRS*, les attributions d'options d'achat et de souscription d'actions et les attributions d'actions gratuites postérieures au 7 novembre 2002 ont fait l'objet d'une évaluation à leur juste valeur à la date d'octroi.

La juste valeur des attributions d'actions gratuites s'apprécie comme la valeur de l'action à la date d'octroi diminuée de la valeur actuelle des dividendes futurs estimés sur la période d'indisponibilité.

CARACTERISTIQUES DES PLANS ET JUSTE VALEUR DE L'AVANTAGE OCTROYE

Les principales caractéristiques des plans d'options d'achat, de souscription et d'attribution gratuite d'actions ouverts au 30 juin 2013, ou expirés au cours du semestre, et pour lesquels, en application des dispositions d'IFRS 1 - *Première adoption des IFRS*, il est procédé à une évaluation à la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés, sont les suivantes :

	Cours de référence	Prix d'exercice	Volatilité historique	Taux sans risque (*)	Rendement attendu	Juste valeur unitaire
Plans d'attribution gratuite d'actions						
Du 26/07/11	15,75	N/A	N/A	1,56%	6,35%	13,79
Du 22/12/11	11,40	N/A	N/A	1,02%	9,60%	9,42
Du 27/07/2012	11,51	N/A	N/A	0,24%	9,50%	8,10

(*) Taux sans risque : maturité indiquée à 2 ans

La volatilité historique retenue a été déterminée sur la base d'une durée équivalente à la maturité de chacun des plans.

La maturité retenue correspond pour l'ensemble des plans d'attribution d'actions gratuites à la période d'acquisition (2 ans). Il est en outre posé comme hypothèse que 0 à 10% des actions ne seront pas livrées compte tenu du départ de bénéficiaires au cours de la période d'acquisition. A l'issue des plans, le coût des plans d'attribution d'actions gratuites est toutefois ajusté en fonction du taux de départ réel.

Sur le semestre, le solde des options et actions attribuées a évolué comme suit :

	Attribution à la date du plan	Attribution maximum	Solde 31/12/2012	Variation liée à la performance	Attribution	Exercice	Annulation	Solde 30/06/2013
Plans de souscription d'actions	2 448 075	2 448 075	1 554 109	-	-	-	(425 700)	1 128 409
Du 06/06/06	736 750	736 750	395 250	-	-	-	(395 250)	-
Du 02/05/07	827 500	827 500	519 500	-	-	-	(14 500)	505 000
Du 06/05/08	883 825	883 825	639 359	-	-	-	(15 950)	623 409
Plans d'attribution gratuite d'actions	858 700	893 070	840 232	-	-	-	(11 717)	828 515
Du 26/07/11	342 700	367 820	318 982	-	-	-	(4 717)	314 265
Du 22/12/11	28 250	37 500	33 500	-	-	-	-	33 500
Du 27/07/2012	487 750	487 750	487 750	-	-	-	(7 000)	480 750

Les annulations enregistrées au cours de l'exercice résultent soit de départs de bénéficiaires avant ouverture de la période d'exercice de leurs droits, soit de l'expiration de plans dans des conditions de marché n'ayant pas rendu possible l'exercice de la totalité des droits. Elles peuvent être liées également à la non-atteinte des objectifs de performances financières assignés lors de l'attribution des plans.

Les données relatives aux plans d'attribution d'actions gratuites sont celles de référence correspondant à l'atteinte des objectifs de performance fixés dans le cadre des plans de 2011 et 2012.

CHARGE COMPTABILISEE AU COURS DU 1^{ER} SEMESTRE 2013

Compte tenu des données précédemment présentées et en évaluant la charge résultant des plans d'attribution gratuite d'actions sur la base du nombre d'actions probablement livrées, il en résulte les impacts suivants dans le compte de résultat sur la ligne " Charges de personnel " :

	Charges de personnel	
	30/06/2013	30/06/2012
Plans de souscription d'actions		
Du 06/05/08	-	0,0
Plans d'attribution gratuite d'actions		
Du 25/03/10	-	0,1
Du 27/07/10	-	1,3
Du 22/12/10	-	0,1
Du 26/07/11	1,1	1,1
Du 22/12/11	0,1	0,1
Du 27/07/12	0,9	-
Charge totale	2,0	2,7

10. Résultat financier

	30/06/2013	30/06/2012
Produits des placements	2,3	2,7
Divers produits d'intérêts	0,2	0,6
Réévaluation des instruments dérivés	0,0	0,0
Plus-values de cession des actifs financiers disponibles à la vente	1,7	20,2
Autres éléments financiers	0,0	0,0
Revenus financiers	4,2	23,6
	30/06/2013	30/06/2012
Intérêts sur emprunts associés et banques	(0,0)	(0,1)
Intérêts capitalisés sur retraite	(0,1)	(0,2)
Réévaluation des instruments dérivés	(0,2)	(0,3)
Autres éléments financiers	(0,0)	(0,3)
Charges financières	(0,4)	(0,9)
RESULTAT FINANCIER	3,8	22,7

Les produits de placement sont en baisse sur le semestre, avec un double effet dû aux taux de rendement et au montant moyen placé (317 M€ sur le premier semestre 2013 contre 325 M€ sur 2012). Le Groupe a ainsi dégagé 2,3 M€ de produits financiers contre 2,7 M€ au premier semestre 2013.

Les plus-values de cession des actifs disponibles à la vente correspondent pour le 1^{er} semestre 2013 aux 1,7 M€ de produits enregistrés sur la cession des titres Lions Gate et pour le 1^{er} semestre 2012 aux 20,2 M€ de produits enregistrés sur la cession des titres Summit Entertainment (cf. note 18.1).

11. Impôt sur le résultat

La société Métropole Télévision a déclaré se constituer, à compter du 1^{er} janvier 1988, mère d'un Groupe au sens des dispositions des articles 223-a et suivants du CGI.

Toutes les sociétés françaises du Groupe soumises à l'impôt sur les sociétés et détenues à plus de 95 % directement ou indirectement par Métropole Télévision de manière continue sur l'exercice sont intégrées fiscalement.

Les composants de la charge d'impôt sur les bénéfices sont les suivants :

	30/06/2013	30/06/2012
Impôt exigible :		
Charge d'impôt exigible de l'exercice	(57,0)	(51,2)
Impôt différé :		
Naissance et renversement des différences temporaires	0,5	(1,8)
Total	(56,5)	(52,9)

Le taux d'imposition différée retenu pour 2013 (comme en 2012) est de 36,1% pour les différences temporaires qui seront reprises jusqu'au 31 décembre 2015. Après cette date, les différences temporaires seront reprises au taux d'imposition de 34,43%.

Les impôts différés liés aux ajustements par autres éléments du résultat global sont les suivants :

	30/06/2013	Variations	31/12/2012
Réévaluation à la juste valeur des contrats de change (couverture de flux de trésorerie)	0,2	0,1	0,1
Réévaluation à la juste valeur des actifs disponibles à la vente	(1,9)	(0,7)	(1,1)
Pertes et gains actuariels IAS 19	(0,7)	(0,2)	(0,5)
Achats à terme d'actions propres	1,1	(0,1)	1,2
Total	(1,2)	(0,8)	(0,4)

Le rapprochement entre la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux d'impôt en vigueur au résultat avant impôt et la charge d'impôt obtenue en appliquant le taux d'impôt réel du Groupe est le suivant :

	30/06/2013	30/06/2012
Résultat de la période attribuable au Groupe	73,5	94,4
Intérêts non contrôlants	-	-
Impôt sur le résultat	(56,5)	(52,9)
Part dans les sociétés associées	(0,1)	(0,0)
Perte de valeur des goodwill	-	-
Coût des stocks options et des actions gratuites (IFRS 2)	(2,0)	(2,7)
Résultat avant impôt, part dans les sociétés associées, perte de valeur des goodwill et charge IFRS 2	132,1	150,0
Taux d'impôt théorique	36,10%	36,10%
Charge d'impôt théorique	(47,7)	(54,1)
Éléments en rapprochement :		
Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises ⁽¹⁾	(3,1)	(3,4)
Taxe de 3% sur dividendes ⁽²⁾	(7,0)	-
Impact lié aux différentiels de taux à l'étranger	-	5,3
Autres différences ⁽³⁾	1,2	(0,6)
Charge nette d'impôt réel	(56,5)	(52,9)
Taux effectif d'impôt	42,77%	35,27%

Le taux d'impôt sur les sociétés pour les sociétés membres du groupe d'intégration fiscale français est de 36,1% sur l'exercice (comme en 2012).

⁽¹⁾ Le Groupe a décidé dès l'exercice 2010 de requalifier la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E.) en impôt sur le résultat, pour un montant de 4,8 M€ (3,1 M€ net d'impôt) au 30 juin 2013 contre 5,3 M€ (3,4 M€ net d'impôt) au 30 juin 2012.

⁽²⁾ Le Groupe est désormais assujéti à la contribution additionnelle à l'IS de 3% sur les distributions de dividendes.

⁽³⁾ Les autres différences se rapportent principalement aux crédits d'impôt (0,8 M€).

Au 30 juin 2013, aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour des impôts qui seraient dus sur les résultats non distribués de certaines filiales, entreprises associées ou coentreprises du Groupe.

12. Résultat par action

	30/06/2013	30/06/2012
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	73,5	94,4
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) pour le résultat de base par action	125 302 079	126 050 057
Effet dilutif potentiel lié aux rémunérations payées en actions	652 173	487 935
Nombre moyen pondéré (hors actions propres) ajusté de l'effet de dilution*	125 954 252	126 537 992
Résultat par action (en euros)	0,5864	0,7485
Résultat dilué par action (en euros)	0,5833	0,7457

* Ne comprend que les actions dilutives (au regard des conditions de marché prévalant à la clôture)

Le résultat net des activités cédées ou abandonnées est nul sur les périodes présentées.

Le calcul du résultat dilué par action tient compte d'attributions d'actions gratuites accordées lors des plans du 26 juillet 2011, du 22 décembre 2011 et du 27 juillet 2012.

Les actions dilutives se montent à 652 173 et l'effet dilutif sur le résultat par action représente 0,31 centime d'euro par titre.

13. Dividendes

	30/06/2013	30/06/2012
Déclarés et versés au cours du semestre	231,9	126,2
Dividende versé par action ordinaire (en euros)	0,85	1,00
Dividende exceptionnel versé par action ordinaire (en euros)	1,00	-

14. Immobilisations incorporelles

	Droits audiovisuels	Autres Immobilisations Incorporelles	Avances et acomptes	Goodwill	Total 30/06/2012
Au 1er janvier 2012, net des dépréciations et amortissements	65,7	29,5	25,5	74,8	195,5
Acquisitions	8,9	5,8	23,9	-	38,6
Effets de périmètre - montant brut	-	-	-	-	-
Cessions	(0,7)	(0,0)	(0,0)	-	(0,7)
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Reclassements	10,4	10,3	(20,8)	-	0,0
Dépréciations	1,0	(0,7)	-	-	0,3
Dotations aux amortissements 2012	(29,1)	(8,6)	-	-	(37,7)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	-	-	-	-	-
Reprises d'amortissements sur cessions	0,7	-	-	-	0,7
Au 30 juin 2012, net des dépréciations et amortissements	56,9	36,2	28,7	74,8	196,6
Au 1er janvier 2012					
Valeur brute	649,6	544,6	26,2	108,7	1 329,2
Amortissements et dépréciations cumulés	(583,9)	(515,2)	(0,7)	(33,9)	(1 133,6)
Montant net au 1er janvier 2012	65,7	29,5	25,5	74,8	195,5
Au 30 juin 2012					
Valeur brute	679,0	600,3	29,3	108,7	1 417,4
Amortissements et dépréciations cumulés	(622,0)	(564,2)	(0,7)	(33,9)	(1 220,8)
Montant net au 30 juin 2012	56,9	36,2	28,6	74,8	196,6

INFORMATIONS FINANCIERES

	Droits audiovisuels	Autres Immobilisations Incorporelles	Avances et acomptes	Goodwill	Total 30/06/2013
Au 1er janvier 2013, net des dépréciations et amortissements	47,9	36,1	31,6	66,8	182,3
Acquisitions	14,2	5,7	24,0	-	44,0
Effets de périmètre - montant brut	-	-	-	-	-
Cessions	-	(5,7)	-	-	(5,7)
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Reclassements	10,8	3,1	(13,9)	-	-
Dépréciations	(1,3)	(0,8)	0,1	-	(2,0)
Dotations aux amortissements 2013	(33,8)	(7,6)	-	-	(41,4)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	-	-	-	-	-
Reprises d'amortissements sur cessions	-	5,7	-	-	5,7
Au 30 juin 2013, net des dépréciations et amortissements	37,8	36,5	41,9	66,8	182,9
Au 1er janvier 2013					
Valeur brute	659,6	606,8	32,7	111,9	1 410,8
Amortissements et dépréciations cumulés	(611,7)	(570,8)	(1,1)	(45,1)	(1 228,6)
Montant net au 1er janvier 2013	47,9	36,0	31,6	66,8	182,3
Au 30 juin 2013					
Valeur brute	684,6	645,5	42,8	111,9	1 484,8
Amortissements et dépréciations cumulés	(646,9)	(609,0)	(0,9)	(45,1)	(1 302,0)
Montant net au 30 juin 2013	37,8	36,5	41,9	66,8	182,9

Les droits audiovisuels regroupent des droits cinématographiques et télévisuels acquis dans le cadre de productions ou de coproductions mais également en application d'accords de distribution pour lesquels un montant fixe (minimum garanti) a été versé au producteur.

Les autres immobilisations incorporelles se répartissent en logiciels informatiques, coproductions et actifs liés aux indemnités de transfert des joueurs de football.

Sont principalement comptabilisés en avances et acomptes, les acomptes versés sur droits audiovisuels non ouverts détenus en vue de leur commercialisation. Les sommes versées sont reclassées en droits audiovisuels à la date d'ouverture des droits.

En application d'IAS 20 - *Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique*, les subventions reçues du CNC sont comptabilisées en diminution de la valeur d'actif des coproductions.

L'ensemble des autres immobilisations incorporelles a la nature d'actif amortissable.

15. Goodwill

EVOLUTION

Les goodwill ont évolué comme suit:

	30/06/2013	31/12/2012
A l'ouverture, net des pertes de valeur	66,8	74,8
Acquisitions	-	3,1
Autres mouvements	-	-
Pertes de valeur	-	(11,2)
A la clôture	66,8	66,8
A l'ouverture		
Valeurs brutes	111,9	108,7
Cumul des pertes de valeur	(45,1)	(33,9)
Montant net	66,8	74,8
A la clôture		
Valeurs brutes	111,9	111,9
Cumul des pertes de valeur	(45,1)	(45,1)
Montant net	66,8	66,8

Il n'y a pas eu de mouvements sur les goodwill sur le 1^{er} semestre 2013.

REPARTITION

Les goodwill se répartissent par Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») de la façon suivante :

Valeur nette	30/06/2013	31/12/2012
Antenne M6	-	-
Chaînes numériques	-	-
Diversifications et droits audiovisuels		
Cyréalis	37,4	37,4
Mistergooddeal SA	21,6	21,6
MonAlbumPhoto SAS	2,9	2,9
E-Commerce	24,5	24,5
Groupe HSS	4,0	4,0
SND SA	0,8	0,8
Total	66,8	66,8

L'UGT Cyréalis, fusionnée dans M6 Web depuis l'acquisition, reste identifiable en raison des sites éditoriaux qu'elle exploite (clubic.com, jeuxvideo.fr, achetezfacile.com, tomgames.fr). L'activité Tom's Games (acquisition du 31 octobre 2012) a ainsi été intégrée à l'UGT Cyréalis. Le goodwill provisoire s'élève à 3,1 M€.

Au 31 décembre 2012, le Groupe M6 a choisi de subdiviser l'UGT Ventadis en 2 nouvelles UGT : l'UGT Téléachat (incluant HSS et HSS Belgique) et l'UGT E-Commerce (incluant Mistergooddeal et Mon Album Photo). Ces 2 nouvelles UGT sont donc désormais testées de manière indépendante.

L'UGT E-Commerce intègre Mon Album Photo (filiale directe de Mistergooddeal depuis son acquisition au 1^{er} octobre 2010) du fait des similarités de son business model avec celui de Mistergooddeal (canal de diffusion unique à travers le web, importantes similitudes commerciales et marketing) et de fonctions administratives mutualisées.

TESTS DE DEPRECIATION

Aucun événement susceptible de mettre en cause la valeur des goodwill n'est survenu sur le premier semestre 2013.

Notamment, aucun événement n'est intervenu, susceptible de remettre en cause les hypothèses retenues pour évaluer la valeur recouvrable de l'UGT E-Commerce au 31 décembre 2012 et ayant conduit le Groupe à enregistrer une perte de valeur de 11,2 M€.

Les goodwill feront l'objet d'un test de perte de valeur au cours du second semestre.

16. Immobilisations corporelles

	Terrains	Construction	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total 30/06/2012
Au 1er janvier 2012, net des dépréciations et amortissements	18,6	84,3	17,2	6,3	1,4	127,9
Acquisitions	-	4,7	2,0	0,9	(0,3)	7,4
Effets de périmètre - montant brut	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	(0,1)	(0,3)	(0,2)	-	(0,6)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2012	-	(1,6)	(3,5)	(1,2)	-	(6,3)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	-	-	-	-	-	-
Reprises d'amortissements sur cessions	-	0,0	0,3	0,1	-	0,5
Au 30 Juin 2012, net des dépréciations et amortissements	18,6	87,4	15,7	6,0	1,2	128,9
Au 1er janvier 2012						
Coût ou juste valeur	18,6	121,8	50,4	20,9	1,4	213,3
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(37,5)	(33,2)	(14,6)	-	(85,4)
Montant net au 1er janvier 2012	18,6	84,3	17,2	6,3	1,4	127,9
Au 30 Juin 2012						
Coût ou juste valeur	18,6	126,5	52,1	21,7	1,2	220,1
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(39,1)	(36,4)	(15,7)	-	(91,2)
Montant net au 30 Juin 2012	18,6	87,4	15,7	6,0	1,2	128,9

INFORMATIONS FINANCIERES

	Terrains	Construction	Installations techniques	Autres Immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total 30/06/2013
Au 1er janvier 2013, net des dépréciations et amortissements	19,3	91,5	17,3	6,7	0,9	135,7
Acquisitions	-	0,0	1,1	0,9	0,9	3,0
Effets de périmètre - montant brut	-	-	-	-	-	-
Cessions	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,2)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2013	-	(2,5)	(3,6)	(1,3)	-	(7,4)
Effets de périmètre - amortissements cumulés	-	-	-	-	-	-
Reprises d'amortissements sur cessions	-	-	0,1	0,1	-	0,2
Au 30 juin 2013, net des dépréciations et amortissements	19,3	89,0	14,8	6,3	1,8	131,2
Au 1er janvier 2013						
Coût ou juste valeur	19,3	132,7	57,2	23,4	0,9	233,5
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(41,2)	(39,9)	(16,8)	-	(97,9)
Montant net au 1er janvier 2013	19,3	91,5	17,3	6,6	0,9	135,6
Au 30 juin 2013						
Coût ou juste valeur	19,3	132,7	58,3	24,3	1,8	236,4
Amortissements et dépréciations cumulés	-	(43,7)	(43,5)	(18,0)	-	(105,2)
Montant net au 30 juin 2013	19,3	89,0	14,8	6,3	1,8	131,2

17. Stocks

	Stocks de droits de diffusion	Stocks de marchandises	Total 30/06/2012
Au 1er janvier 2012, net des dépréciations	165,5	29,3	194,8
Acquisitions	132,1	74,8	206,9
Acquisitions de filiales	-	-	-
Cessions de filiales	-	-	-
Consommations	(117,7)	(79,3)	(197,0)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2012	0,6	0,9	1,5
Au 30 juin 2012, net des dépréciations	180,5	25,7	206,2
Au 1er janvier 2012			
Coût ou juste valeur	239,6	36,2	275,8
Cumul des dépréciations	(74,1)	(6,9)	(81,0)
Montant net au 1er janvier 2012	165,5	29,3	194,8
Au 30 juin 2012			
Coût ou juste valeur	253,9	31,7	285,6
Cumul des dépréciations	(73,4)	(6,0)	(79,5)
Montant net au 30 juin 2012	180,5	25,7	206,2
	Stocks de droits de diffusion	Stocks de marchandises	Total 30/06/2013
Au 1er janvier 2013, net des dépréciations	168,2	23,9	192,1
Acquisitions	143,1	67,9	211,1
Acquisitions de filiales	-	-	-
Cessions de filiales	-	-	-
Consommations	(133,3)	(69,1)	(202,4)
(Dotations) / Reprises de dépréciations 2013	6,8	0,2	7,0
Au 30 juin 2013, net des dépréciations	184,8	22,9	207,7
Au 1er janvier 2013			
Coût ou juste valeur	269,9	29,2	299,1
Cumul des dépréciations	(101,7)	(5,3)	(107,1)
Montant net au 1er janvier 2013	168,2	23,9	192,1
Au 30 juin 2013			
Coût ou juste valeur	279,7	28,1	307,8
Cumul des dépréciations	(94,9)	(5,1)	(100,1)
Montant net au 30 juin 2013	184,8	22,9	207,7

18. Instruments financiers

18.1 Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers au 31 décembre 2012 et au 30 juin 2013 sont présentées par poste du bilan dans le tableau ci-après :

31/12/2012					Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers disponibles à la vente	6,8	(2,4)	4,5	4,5	-	4,5	-	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	22,4	-	22,4	22,4	-	-	-	22,4	-	-
Créances clients	301,9	(30,9)	271,0	271,0	-	-	-	271,0	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers courants	1,7	-	1,7	1,7	-	-	-	1,7	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	315,6	-	315,6	315,6	315,6	-	-	-	-	-
Autres actifs courants	172,2	(6,1)	166,1	166,1	-	-	-	166,1	-	-
Actifs	820,7	(39,4)	781,3	781,3	315,6	4,5	-	461,2	-	-

30/06/2013					Ventilation par catégorie d'instruments					
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers disponibles à la vente	0,2	-	0,2	0,2	-	0,2	-	-	-	-
Autres actifs financiers non courants	22,2	-	22,2	22,2	-	-	-	22,2	-	-
Créances clients	338,0	(32,1)	305,9	305,9	-	-	-	305,9	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers courants	11,7	(2,3)	9,4	9,4	-	7,6	-	1,8	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	183,8	-	183,8	183,8	183,8	-	-	-	-	-
Autres actifs courants	149,2	(6,2)	143,0	143,0	-	-	-	143,0	-	-
Actifs	705,1	(40,6)	664,5	664,5	183,8	7,8	-	472,9	-	-

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

Les actifs financiers disponibles à la vente sont constitués des titres de participation détenus par le Groupe dans des sociétés non consolidées et des créances qui s'y rattachent directement.

31/12/2012							
en M€		Juste valeur au 1er janvier	Acquisitions / Cessions	Gain / perte de valeur enregistrée en compte de résultat	Variations de juste valeur par capitaux propres	Juste valeur au 31 décembre	% de détention
Summit Entertainment	Dollar (\$)	23,5	(23,5)	-	-	-	9,1%
Lions Gate	Dollar (\$)	-	1,1	-	3,2	4,3	0,4%
European News Exchange	Euro (€)	0,1	-	-	-	0,1	20,0%
Autres		-	0,1	-	-	0,1	0,0%
TOTAL NON COURANT		23,6	(22,3)	-	3,2	4,5	
Lions Gate	Dollar (\$)						
TOTAL COURANT							

INFORMATIONS FINANCIERES

30/06/2013

en M€								
Devise de Référence	Juste valeur au 1er janvier	Acquisitions / Cessions	Gain / perte de valeur enregistrée en compte de résultat	Variations de juste valeur par capitaux propres	Reclassement	Juste valeur au 30 juin	% de détention	
Summit Entertainment	-						9,1%	
Lions Gate	4,3	(1,0)	2,4	2,1	(7,6)	-	-	
European News Exchange	0,1					0,1	20,0%	
Autres	0,1					0,1	0,0%	
TOTAL NON COURANT	4,5	(1,0)	2,4	2,1	(7,6)	0,2		
Lions Gate					7,6	7,6	0,3%	
TOTAL COURANT	-	-	-	-	7,6	7,6		

Les actifs disponibles à la vente sont principalement constitués d'actions cotées ainsi que d'investissements dans des sociétés non cotées. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur temporaires sont enregistrées dans le résultat global dans les capitaux propres.

L'analyse de perte de valeur des actifs financiers disponibles à la vente repose sur l'analyse de l'ensemble des informations financières dont le Groupe dispose comme actionnaire minoritaire : comptes et annexes, rapport des auditeurs, extraits des dossiers de conseil le cas échéant, transactions éventuelles sur les titres de ces sociétés, rapport d'expertise, plan d'affaires.

Sur le 1^{er} semestre 2013, le Groupe a cédé la partie libre de ses titres dans la société Lions Gate pour une valeur de 2,1 M€ nette d'impôt.

Le Groupe a ainsi enregistré une plus-value de cession de 1,7 M€ en résultat financier.

Au 30 juin 2013, les titres Lions Gate ont été reclassés en « autres actifs financiers courants ».

Cette participation, qui a été réévaluée à sa juste valeur par capitaux propres pour 2,1 M€, présente un solde de 7,6 M€ au 30 juin 2013.

AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Dans cette catégorie apparaît la partie non éliminée des comptes courants détenus sur les coentreprises. La dette résultant du financement du co-actionnaire est classée en dettes financières en application du principe de non-compensation des actifs et passifs financiers.

Ces comptes courants sont des prêts à taux variables rémunérés sur la base du taux Eonia.

Les produits générés par ces actifs sont comptabilisés au cours de la période en produits financiers.

La comptabilisation initiale de tels prêts se fait à la juste valeur, puis ultérieurement au coût amorti.

Les autres actifs financiers non courants correspondent à la somme de 20 M€ placée sous séquestre par le Football Club des Girondins de Bordeaux au bénéfice de la ville de Bordeaux. Ce dépôt est rémunéré au taux fixe de 1,6 % l'an jusqu'à la livraison du futur stade de Bordeaux prévue en 2015. A cette date, la somme sera rétrocédée à la ville de Bordeaux.

	30/06/2013	31/12/2012
Comptes courants d'associés	2,2	2,4
Dépréciations des comptes courants d'associés	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Autres actifs financiers	20,0	20,0
Autres actifs financiers non courants	22,2	22,4
Comptes courants d'associés	1,7	0,9
Dépréciations des comptes courants d'associés	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	7,6	-
Autres actifs financiers	0,1	0,8
Autres actifs financiers courants	9,4	1,7

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	30/06/2013	31/12/2012
Placement de trésorerie auprès de Bayard d'Antin	-	-
FCP et SICAV monétaires	173,2	302,8
Trésorerie en banque	10,5	12,8
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	183,8	316,6

La trésorerie et les valeurs mobilières de placement sont des actifs financiers détenus à des fins de transaction et sont évaluées à leur juste valeur (juste valeur par résultat) conformément à la norme IAS 7. Les FCP et SICAV monétaires ne comportent pas de plus-values latentes, celles-ci ayant été réalisées au 30 juin 2013.

En application de la politique de placement décrite en note 19.3, la quasi-intégralité des sommes est placée en FCP de trésorerie d'une durée moyenne inférieure à 90 jours, billets de trésorerie, dépôts à terme, auprès de contreparties de qualité « investment grade ».

Au 30 juin 2013, aucun montant n'est placé auprès de Bayard d'Antin, partie liée, au titre de la convention de placement renouvelée le 15 novembre 2012.

18.2 Passifs financiers

Les différentes catégories de passifs financiers au 31 décembre 2012 et 30 juin 2013 sont présentées par poste du bilan dans le tableau ci-après :

31/12/2012			Ventilation par catégorie d'instruments		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Dettes financières non courantes	1,7	1,7	-	1,7	-
Dettes sur immobilisations non courantes	1,8	1,8	-	1,8	-
Autres dettes non courantes	0,7	0,7	-	0,7	-
Dettes financières courantes	0,5	0,5	-	0,5	-
Instruments financiers dérivés	0,2	0,2	-	-	0,2
Autres passifs financiers courants	3,6	3,6	3,6	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	373,8	373,8	-	373,8	-
Autres dettes d'exploitation	59,5	59,5	-	59,5	-
Dettes fiscales et sociales	89,4	89,4	-	89,4	-
Dettes sur immobilisations courantes	10,4	10,4	-	10,4	-
Passifs	541,6	541,6	3,6	537,9	0,2

30/06/2013			Ventilation par catégorie d'instruments		
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Dettes financières non courantes	1,4	1,4	-	1,4	-
Dettes sur immobilisations non courantes	-	-	-	-	-
Autres dettes non courantes	0,2	0,2	-	0,2	-
Dettes financières courantes	0,5	0,5	-	0,5	-
Instruments financiers dérivés	0,4	0,4	-	-	0,4
Autres passifs financiers courants	3,6	3,6	3,6	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	382,2	382,2	-	382,2	-
Autres dettes d'exploitation	67,9	67,9	-	67,9	-
Dettes fiscales et sociales	95,1	95,1	-	95,1	-
Dettes sur immobilisations courantes	12,8	12,8	-	12,8	-
Passifs	564,2	564,2	3,6	580,2	0,4

DETTES FINANCIERS

Les positions de l'endettement sont les suivantes :

	30/06/2013	31/12/2012
Dettes bancaires	-	-
Crédit bail	0,6	0,8
Autres	0,9	0,9
Total dettes financières non courantes	1,4	1,7
Dettes bancaires	-	-
Crédit bail	0,5	0,5
Autres	-	-
Total dettes financières courantes	0,5	0,5

Le solde des dettes financières se compose principalement :

- du contrat de location longue durée de Métropole Production pour un montant de (1,1) M€ ;
- de la quote-part de dettes des sociétés co-détenues (0,5 M€) ;
- d'avances conditionnées portées par SNC pour un montant total de (0,2 M€).

Le Groupe ne dispose pas actuellement de ligne bancaire à moyen terme.

Le Groupe dispose d'une ligne de crédit auprès de son actionnaire principal (Bayard d'Antin) pour 50 M€. Cette ligne n'a pas été tirée au 30 juin 2013 et n'a pas été utilisée au cours du semestre.

AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Dans la perspective de la prochaine livraison d'actions gratuites, Métropole Télévision a conclu en 2011 un contrat d'achat à terme d'actions propres portant sur 330 000 actions, avec comme échéance le 26 juillet 2013 (cf. note 20.1).

Au 30 juin 2013, la valeur actualisée de ce passif financier s'élève à 3,6 M€.

En application de l'IAS 32 *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, cet engagement a été reconnu pour sa valeur actuelle comme un passif financier en contrepartie des capitaux propres (autres réserves).

18.3 Effet en résultat des instruments financiers

Les effets en résultat des instruments financiers sont les suivants :

	30/06/2012	Ventilation par catégorie d'instruments					
		Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
Impact sur le résultat financier	22,9						
Total des produits d'intérêts	3,3	-	-	-	3,3	-	-
Total des charges d'intérêts	(0,1)	-	-	-	(0,1)	-	-
Réévaluation	(0,3)	-	-	-	-	-	(0,3)
Profits ou pertes nets	(0,3)	-	-	-	(0,3)	-	-
Résultat de cession	20,2	-	20,2	-	-	-	-
Impact sur le résultat d'exploitation	(2,4)						
Profits ou pertes nets	0,1	-	-	-	0,1	-	-
Dépréciation nette	(2,4)	-	-	-	(2,4)	-	-
Gain net / (Perte nette)	20,5	-	-	-	0,8	-	(0,3)

INFORMATIONS FINANCIERES

	30/06/2013		Ventilation par catégorie d'instruments				
	Effet en résultat	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Placements détenus jusqu'à leur échéance	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Impact sur le résultat financier	4,0						
Total des produits d'intérêts	2,5	-	-	-	2,5	-	-
Total des charges d'intérêts	-	-	-	-	-	-	-
Réévaluation	(0,1)	-	-	-	-	-	(0,1)
Profits ou pertes nets	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de cession	1,7	-	1,7	-	-	-	-
Impact sur le résultat d'exploitation	(1,7)						
Profits ou pertes nets	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation nette	(1,7)	-	-	-	(1,7)	-	-
Gain net / (Perte nette)	2,4	-	1,7	-	0,8	-	(0,1)

19. Risques liés aux instruments financiers

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe aux différentes natures de risques décrits ci-après, ainsi que ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion de ces risques.

La valeur nette comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

19.1 Risque de crédit

Il se rapporte au risque de perte financière encouru par le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

CREANCES CLIENTS

L'appréciation du risque n'est pas identique selon les activités du groupe.

Chiffre d'affaires publicitaire

Afin de sécuriser ce chiffre d'affaires, la principale mesure mise en œuvre par la régie M6 Publicité consiste en la réalisation d'enquêtes de solvabilité. Avec l'assistance de sociétés extérieures spécialisées, elles sont menées systématiquement sur les nouveaux clients, et à intervalles réguliers sur les clients récurrents.

Ces derniers représentent la grande majorité des annonceurs. La base d'annonceurs apparaît donc particulièrement stable, avec plus de 90% du chiffre d'affaires réalisé auprès des mêmes clients d'une année sur l'autre. Elle est en outre constituée en majorité de sociétés françaises cotées ou de filiales françaises de groupes internationaux.

Selon le résultat des enquêtes de solvabilité et le montant engagé de la campagne, des conditions de paiement différenciées selon les clients sont mises en place : M6 exige notamment des annonceurs qui ne remplissent pas les critères de solvabilité requis le paiement d'avance des campagnes. Ces dispositions sont prévues dans les Conditions Générales de Vente de la Régie M6 Publicité.

Grâce à cette politique prudente, le risque de non-paiement des créances publicitaires demeure en deçà de 1,0 % du chiffre d'affaires (0,84 % au 30 juin 2012).

Afin de limiter encore ce risque, la Régie M6 Publicité applique des pénalités de retard sur les factures impayées et dispose au sein de ses équipes d'un service chargé du recouvrement des créances.

Chiffre d'affaires hors publicité

Concernant ce chiffre d'affaires, il n'existe pas de risque clients unitaire d'une importance pouvant entamer significativement la rentabilité du Groupe.

Néanmoins, le personnel dédié au recouvrement des créances s'assure tout au long de l'année que tous les moyens sont mis en œuvre pour limiter les défauts de paiement. En plus des relances réalisées par ce personnel, il peut être fait appel le cas échéant à des organismes spécialisés dans le recouvrement.

CONTREPARTIES BANCAIRES

Pour l'ensemble de ses créances, le Groupe ne fait appel ni à la titrisation, ni à la mobilisation ou à la cession de créances.

Le Groupe reste extrêmement attentif à la qualité de ses contreparties bancaires. Le Groupe s'est attaché à diversifier les dépositaires des fonds communs de placement dans lesquels la trésorerie excédentaire est investie conformément à la politique de placement décrite à la note 19.3.

Le groupe travaille avec des banques européennes de premier plan, bénéficiant chacune d'une notation " investment grade ".

BALANCE AGEE DES ACTIFS FINANCIERS

L'antériorité des actifs financiers à la date de clôture s'analyse comme suit :

	Clôture		Ni dépréciés ni arrivés à terme		<= 1 mois		2 - 3 mois	
	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
Autres actifs financiers	34,0	24,1	31,6	24,1	-	-	-	-
Créances clients brutes	338,0	301,9	214,6	177,4	67,0	62,2	10,1	11,1
Autres créances brutes	149,2	172,2	142,2	164,4	0,9	4,4	-	-
Total	521,2	498,2	388,4	365,9	67,9	66,6	10,1	11,1

	3 - 6 mois		6 - 12 mois		> 1 an		Montant brut déprécié *	
	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	2,3	-
Créances clients brutes	6,2	11,4	5,4	4,8	4,3	5,4	30,4	29,6
Autres créances brutes	-	-	-	-	-	-	6,2	3,4
Total	6,2	11,4	5,4	4,8	4,3	5,4	39,0	33,0

* Les « montants bruts dépréciés » correspondent aux montants (TTC) des créances pour lesquelles les dépréciations sont déterminées individuellement. Dans le cas des dépréciations calculées selon un modèle statistique, les créances (TTC) correspondantes sont ventilées par antériorité.

Les créances clients et autres créances sont composées de créances commerciales et d'autres créances liées à l'activité comme les avances et acomptes.

19.2 Risque de liquidité

Celui-ci s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer le risque de liquidité, le Groupe a mis en place une politique de suivi prévisionnel de sa trésorerie et de ses besoins de financement afin de toujours disposer des liquidités lui permettant de couvrir son passif exigible. Les liquidités sont gérées de façon centralisée permettant ainsi l'optimisation de la ressource financière.

La valeur des passifs financiers inscrits au bilan représente l'exposition maximale au risque de liquidité à la date de clôture.

La ventilation des dettes du Groupe par échéance est la suivante :

	< 1 an		1 - 5 ans		> 5 ans		Total	
	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
Dettes financières	0,5	0,5	1,4	1,7	-	-	2,0	2,2
Instruments financiers dérivés	0,4	0,2	-	-	-	-	0,4	0,2
Autres passifs financiers	3,6	3,6	-	-	-	-	3,6	3,6
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	382,2	373,8	-	-	-	-	382,2	373,8
Autres dettes	67,9	59,5	0,2	0,7	-	-	68,1	60,3
Dettes fiscales et sociales	95,1	89,4	-	-	-	-	95,1	89,4
Dettes sur immobilisations	12,8	10,4	-	1,8	-	-	12,8	12,2
TOTAL	562,5	537,4	1,6	4,2	-	-	564,1	541,6

19.3 Risque de marché

Il se rapporte au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et le prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de définir une stratégie limitant l'exposition du Groupe au risque de marché, sans que le coût de cette stratégie ne s'avère significatif.

RISQUE DE CHANGE

Le Groupe est exposé au risque de change par le biais des contrats d'achat de droits audiovisuels, et en particulier pour l'activité de distribution de films en salles, ainsi que par le biais des achats du pôle Vente à distance.

La principale devise utilisée pour les transactions sus-citées est le dollar américain.

Afin de se protéger contre des fluctuations aléatoires du marché qui risqueraient de pénaliser son résultat ou de réduire la valeur de son patrimoine, le Groupe a décidé de couvrir ses achats de droits systématiquement dès la signature du contrat. La couverture est alors pondérée en fonction de l'échéance du sous-jacent. Les engagements d'achat de droits sont couverts intégralement.

Le Groupe n'utilise que des produits financiers simples lui garantissant un montant couvert et un taux défini de change. Les instruments utilisés sont pour l'essentiel des achats à terme.

Les flux d'achat en devises ont représenté 5,5% du montant total des achats du semestre.

Les ventes réalisées en devises ne font pas l'objet de couverture, dans la mesure où elles ne sont pas significatives (moins de 0,1% du chiffre d'affaires).

Analyse de l'exposition au risque de change au 30 juin 2013

	<i>USD</i> <i>en M€ (1)</i>
Actifs	2,8
Passifs	(2,9)
Hors bilan	(32,1)
Position avant gestion	(32,2)
Couvertures	30,2
Position nette après gestion	(2,0)
<i>(1) valorisé au cours de clôture soit :</i>	<i>1,3347</i>

L'exposition du Groupe est couverte à 94 %.

Pour couvrir les risques de marché, le Groupe a procédé au cours de la période à 22 nouvelles couvertures de change de ses passifs libellés en dollars US pour une valeur totale de 35,6 M€ correspondant à la totalité des engagements pris au cours de la période.

L'exposition nette en devises, après prise en compte des couvertures pour l'ensemble du Groupe, est une position acheteuse de dollars US de 2,0 M€. Le risque de perte sur la position nette globale en devises du fait d'une évolution défavorable et uniforme de 10 centimes d'euro contre le dollar US serait de 0,2 M€.

INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Ils sont classés en actifs financiers courants lorsque la valeur de marché de ces instruments est positive et classés en passifs financiers courants lorsque leur valeur de marché est négative.

JUSTE VALEUR

Les positions nettes au bilan des instruments financiers dérivés sont les suivantes :

Achats à terme	30/06/2013	31/12/2012
	Juste valeur	Juste valeur
SND	(0,3)	(0,2)
HSS	(0,1)	(0,0)
TOTAL	(0,4)	(0,2)

ÉCHEANCES

Les échéances des instruments de couverture (valorisés en euro au cours de couverture à terme) sont les suivantes :

	30/06/2013			31/12/2012		
	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans	Total	< 1 an	de 1 à 5 ans
SND	25,5	25,5	-	18,0	18,0	-
HSS	5,4	5,4	-	4,6	4,6	-
TOTAL	30,8	30,8	-	22,6	22,6	-

RISQUE DE TAUX D'INTERET

Le Groupe est exposé aux risques liés à l'évolution des taux d'intérêt. La gestion du risque de taux relatif à la position nette de trésorerie du Groupe est établie en fonction de la situation consolidée et des conditions de marché.

L'objectif principal de la politique de gestion du risque de taux est d'optimiser le coût de financement du Groupe et de maximiser les produits de trésorerie.

Les principales caractéristiques des actifs financiers et dettes financières sont les suivantes :

Echéancier des actifs financiers et des dettes financières au 30/06/2013

<i>en M€</i>	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Actifs financiers à taux variable	185,6	2,2	-	187,8
Autres actifs financiers à taux fixe	-	20,0	-	20,0
Total actifs financiers	185,6	22,2	-	207,8
Passifs financiers à taux variable	(0,9)	-	-	(0,9)
Autres passifs financiers à taux fixe	(0,6)	(0,5)	-	(1,1)
Total dettes financières	(1,4)	(0,5)	-	(2,0)

Au 30 juin 2013, la position nette à taux variable du Groupe est un actif de 186,9 M€. Elle est constituée principalement de placements en OPCVM de trésorerie monétaires et en dépôts à terme.

Le financement apporté par le Groupe à ses filiales en contrôle conjoint est traité comme un actif financier à hauteur de la quote-part de détention par le coactionnaire. A contrario, le financement apporté par le coactionnaire dans ces sociétés sous contrôle conjoint est reporté en dette financière dans la même proportion.

L'impact d'une hausse des taux de 1 % (cent points de base) serait de +1,6 M€ sur le résultat financier ; en revanche, une baisse des taux d'intérêts de 1 % (cent points de base) entraînerait une baisse du résultat financier de 1,6 M€.

POLITIQUE DE PLACEMENT

La politique de placement du Groupe vise à disposer de disponibilités pouvant être rapidement mobilisées sans prise de risque sur le capital placé. L'approche du Groupe est résolument prudente et non spéculative.

Les supports sur lesquels le Groupe investit répondent jusqu'à ce jour aux critères définis par la norme IAS 7 - *Tableau des Flux de Trésorerie*.

Les placements correspondants sont donc considérés comme des équivalents de trésorerie car liquides, facilement convertibles en un montant de trésorerie connu, et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

La question du risque de contrepartie demeure un sujet sur lequel le Groupe est particulièrement vigilant dans le processus de sélection de ses supports et dans la diversification des contreparties, dépositaires et sociétés de gestion.

Un suivi de l'ensemble des valeurs sur lesquelles la trésorerie du Groupe est investie, ainsi qu'une liste de valeurs sur lesquelles le Groupe serait susceptible d'investir, sont réalisés quotidiennement. Sur cette base, il est procédé à un arbitrage afin de privilégier les fonds à la fois les plus réguliers et les plus rentables.

Les rendements des placements, ainsi contrôlés régulièrement, sont communiqués à la direction une fois par mois. Un reporting précis des différents risques de ces placements est également diffusé tous les trimestres.

20. Capitaux propres

20.1 Politique de gestion du capital

La gestion des capitaux propres du Groupe se rapporte essentiellement à la politique de distribution de dividendes et plus généralement de rémunération des actionnaires de Métropole Télévision. A ce titre, le Groupe veille à maintenir un niveau suffisant de trésorerie pour faire face au financement courant de son exploitation ainsi qu'aux investissements de croissance. Le groupe dispose depuis la cession des titres Canal+ France d'une trésorerie excédentaire, au-delà des contraintes décrites ci-dessus, qui lui ouvre un potentiel d'investissement significatif.

Le Groupe dispose d'une ligne de crédit auprès de son actionnaire principal (Bayard d'Antin) pour 50 M€ maximum. Au 30 juin 2013, cette ligne n'a pas été tirée.

Concernant la rémunération des actionnaires, le Groupe s'est fixé pour objectif de distribuer un dividende de l'ordre de 80% du bénéfice net (des activités poursuivies, part du Groupe) par action. Une distribution exceptionnelle de dividendes peut néanmoins être envisagée. Ainsi, le Groupe a versé, en sus d'un

dividende ordinaire de 0,85 € par action, un dividende à titre exceptionnel de 1,00 € par action au cours du 1^{er} semestre 2013.

En outre, le Directoire de Métropole Télévision dispose d'une autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 2013 pour faire racheter par la société ses propres actions en vue de :

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Métropole Télévision par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF ;
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5% du capital de la société ;
- assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou par attribution gratuite d'actions ;
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
- procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 2013.

Au cours du premier semestre 2013 et dans le respect de cette autorisation, M6 est intervenu sur le marché au titre du contrat de liquidité.

Par ailleurs et dans la perspective des prochaines livraisons d'actions gratuites 2013, Métropole Télévision a conclu un contrat d'achat à terme d'actions propres portant sur 330 000 actions, avec comme échéance le 26 juillet 2013.

Par ailleurs, bien que disposant d'autorisations données par l'Assemblée Générale des actionnaires afin de procéder dans des cas définis à une augmentation de son capital (par émission d'actions ordinaires et / ou de valeurs mobilières donnant accès au capital), la société n'envisage pas à ce jour d'émettre de nouvelles actions, sauf dans le cadre de l'exercice des options de souscription d'actions.

La société entre par ailleurs dans le champ de l'article 39 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée, ainsi que de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001, qui précisent qu'aucune personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, ne peut détenir directement ou indirectement plus de 49% du capital ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service national de télévision par voie hertzienne terrestre. Il en résulte que toute décision susceptible d'entraîner la dilution ou la relation des actionnaires existants doit être appréciée au regard de cette contrainte légale spécifique.

20.2 Actions composant le capital de Métropole Télévision

<i>en milliers</i>	Actions ordinaires émises	Titres autodétenus	Actions en circulation
Nombre d'actions au 1er janvier 2012	126 384	147	126 237
Exercice des options d'achat et de souscription d'actions	-	-	
Variation des actions propres :			
- détenues à des fins d'attribution d'actions gratuites		518	
- détenues dans le cadre du contrat de liquidité		(12)	
Application du programme de rachat d'actions pour annulation	(500)	-	
Nombre d'actions au 31 décembre 2012	125 884	653	125 231
Exercice des options d'achat et de souscription d'actions			
Variation des actions propres :			
- détenues à des fins d'attribution d'actions gratuites			
- détenues dans le cadre du contrat de liquidité		(94)	
Application du programme de rachat d'actions pour annulation			
Nombre d'actions au 30 juin 2013	125 884	559	125 325

Les actions composant le capital de Métropole Télévision sont toutes des actions ordinaires avec un droit de vote simple. Elles sont entièrement libérées.

Deux plans de souscription d'actions et trois plans d'attribution d'actions gratuites, accordés à certains cadres et cadres dirigeants du Groupe, sont en place au 30 juin 2013 (cf. note 9).

20.3 Variations de capitaux propres ne transitant pas par le compte de résultat

Les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés et des écarts de conversion sont comptabilisées en autres éléments du résultat global et sont cumulées en capitaux propres dans la rubrique « autres réserves ».

Les variations des pertes et gains actuariels sont comptabilisées en autres éléments du résultat global et sont cumulées en capitaux propres dans la rubrique « réserves consolidées ».

L'impact net d'impôt sur les capitaux propres en autres réserves et réserves consolidées s'analyse comme suit :

Solde au 1er janvier 2012	8,7
Nouvelles couvertures	(0,1)
Variations des anciennes couvertures	-
Échéances des couvertures	3,3
Variation sur les actifs disponibles à la vente	(14,7)
Variation sur les retraites	1,3
Autres mouvements	0,9
Total des variations de la période	(9,4)
Solde au 31 décembre 2012	(0,6)
Nouvelles couvertures	(0,4)
Variations des anciennes couvertures	0,2
Échéances des couvertures	0,1
Variation sur les actifs disponibles à la vente	1,3
Variation sur les retraites	0,3
Autres mouvements	-
Total des variations de la période	1,5
Solde au 30 juin 2013	1,0

La variation de 1,3 M€ des actifs disponibles à la vente correspond à la cession et à la réévaluation des titres Lions Gate.

21. Indemnités de départ en retraite

Les engagements pris au titre des indemnités de départ en retraite ne sont pas couverts par un contrat d'assurance ou des actifs dédiés.

PRINCIPALES HYPOTHESES ACTUARIELLES

en %	30/06/2013	30/06/2012
Taux d'actualisation	3,00	3,25
Augmentations de salaires futures *	2,69	3,60
Taux d'inflation	2,00	2,00

** médiane établie en fonction de l'âge et du statut*

Le taux d'actualisation est établi pour une durée moyenne de 10 ans avec pour référence l'indice Iboxx € corporate bonds AA 10+.

CHARGES COMPTABILISEES DANS LE COMPTE DE RESULTAT

	30/06/2013	30/06/2012
Coût du service courant	(0,3)	0,0
Coûts des intérêts sur l'obligation	(0,1)	(0,2)
Dépense nette	(0,4)	(0,2)

PROVISION ET VALEUR ACTUALISEE DE L'OBLIGATION

	30/06/2013	30/06/2012
Obligation à l'ouverture	7,4	8,5
Coût du service courant, réductions/cessations	0,3	0,4
Coûts des intérêts sur l'obligation	0,1	0,2
Prestations versées	(0,0)	(0,4)
Ecarts actuariels - Changements d'hypothèse financière	(0,4)	2,4
Ecarts actuariels - Changements d'hypothèse démographique	-	-
Ecarts actuariels - Effet d'expérience	-	-
Variation de périmètre	-	-
Obligation à la clôture	7,4	11,1

Le montant des écarts actuariels cumulés comptabilisés en autres éléments du résultat global s'élève à 2 M€ au 30 juin 2013.

TESTS DE SENSIBILITE AUX HYPOTHESES

Les calculs de sensibilité effectués sur les engagements de retraite donnent les résultats suivants :

	+ 0,5%	- 0,5%
Sensibilité de l'obligation à la clôture :		
à la variation du taux d'actualisation	6,9	8,0
à la variation du taux d'augmentation des salaires	8,0	6,9

22. Provisions

Les provisions ont évolué de la façon suivante sur les 1^{ers} semestres 2012 et 2013 :

	Provisions pour retraite (1)	Provisions sur pertes des entreprises associées	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges (2)	Provisions sur droits hors bilan (3)	Autres provisions pour charges (4)	Total
Au 1er janvier 2012	8,5	-	0,1	25,6	52,4	22,5	109,1
Acquisitions de filiales							-
Cessions de filiales							-
Dotation de la période	0,6		0,4	3,2	10,2	7,6	21,9
Utilisation	(0,4)		(0,4)	(2,2)	(9,1)	(4,3)	(16,5)
Reprise non utilisée				(1,3)	(1,9)	(1,0)	(4,2)
Autres variations	2,4		1,6	(1,8)		0,3	2,6
Au 30 juin 2012	11,1	-	1,7	23,5	51,4	25,1	112,8
Courant ouverture	-	-	0,1	25,6	52,4	22,5	100,6
Non courant ouverture	8,5	-	-	-	-	-	8,5
Total	8,5	-	0,1	25,6	52,4	22,5	109,1
Courant clôture	-	-	1,7	23,5	51,4	22,0	98,6
Non courant clôture	11,1	-	-	-	-	3,2	14,3
Total	11,1	-	1,7	23,5	51,4	25,1	112,8

INFORMATIONS FINANCIERES

	Provisions pour retraite (1)	Provisions sur pertes des entreprises associées	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges (2)	Provisions sur droits hors bilan (3)	Autres provisions pour charges (4)	Total
Au 1er janvier 2013	7,4	-	0,7	24,8	37,9	24,7	95,6
Acquisitions de filiales							
Cessions de filiales							
Dotations de la période	0,4			3,7	12,9	2,1	19,1
Utilisation			(0,4)	(3,0)	(8,8)	(0,3)	(12,5)
Reprise non utilisée				(1,1)	(0,7)	(0,7)	(2,5)
Autres variations	(0,4)					(0,1)	(0,5)
Au 30 juin 2013	7,4	-	0,3	24,3	41,3	25,7	99,2
Courant ouverture	-	-	0,7	24,8	37,9	24,7	88,2
Non courant ouverture	7,4	-	-	-	-	-	7,4
Total	7,4	-	0,7	24,8	37,9	24,7	95,6
Courant clôture	-	-	0,3	24,3	41,3	25,7	91,8
Non courant clôture	7,4	-	-	-	-	-	7,4
Total	7,4	-	0,3	24,3	41,3	25,7	99,2

Au 30 juin 2013, les provisions se ventilent de la façon suivante :

	30/06/2013	31/12/2012
(1) Provisions pour retraite :		
- Antenne M6	5,2	5,2
- Diversifications	1,9	1,9
- Chaînes Numériques	0,3	0,3
	7,4	7,4
(2) Provisions pour litiges :		
- Antenne M6	10,2	10,1
- Diversifications	9,0	9,6
- Chaînes Numériques	5,1	5,2
	24,3	24,8
(3) Provisions sur droits hors bilan :		
- Antenne M6	33,9	29,8
- Diversifications	-	-
- Chaînes Numériques	7,4	8,1
	41,3	37,9
(4) Autres provisions pour charges :		
- Antenne M6	11,2	10,4
- Diversifications	9,8	9,6
- Chaînes Numériques	1,2	1,2
- Charges non affectées	3,5	3,6
	25,7	24,7

Les litiges inclus dans le poste « provisions pour litiges » se rapportent à l'ensemble des procédures judiciaires engagées contre une ou des sociétés du Groupe et pour lesquelles une issue défavorable pour le Groupe est probable. Dans une très grande majorité des cas, le litige a dépassé le stade du précontentieux et est en cours d'examen, de jugement ou d'appel par les tribunaux compétents (commerce, prud'hommes, instance, correctionnel ou cour de cassation).

Les informations complémentaires relatives aux litiges en cours ne sont pas présentées individuellement dans la mesure où la communication de ces éléments pourrait être préjudiciable au Groupe.

Les provisions sur droits hors bilan se rapportent à une perte de valeur de droits de diffusion que le Groupe s'est engagé à acquérir mais qui ne figurent pas encore en stocks au bilan.

En effet, la charge résultant de la probabilité de non-diffusion d'un droit non ouvert (et donc classé en engagement hors bilan), ne pouvant être constatée à travers la dépréciation d'un actif au bilan, est donc reconnue par le biais d'une provision pour risques et charges.

Cette dépréciation d'un droit non ouvert s'inscrit dans la logique de fonctionnement du marché des droits audiovisuels puisque les chaînes de télévision sont généralement engagées dans des accords d'approvisionnement avec des producteurs sur des productions futures sans qu'elles aient la certitude que l'ensemble de ces dernières soient de qualité homogène et diffusable au regard de leurs lignes éditoriales et de leurs cibles d'audience.

Les chaînes peuvent également être engagées à diffuser un programme de flux ou un événement dont le potentiel d'audience et d'image ne porte pas les recettes publicitaires à un niveau permettant de couvrir le coût complet du programme.

La perte de valeur du droit peut recouvrir :

- le cas d'une diffusion improbable : le programme ne pourra être diffusé faute de potentiel d'audience ;
- le cas d'une insuffisance de recettes nettes dans la fenêtre de diffusion du programme.

Dans tous les cas, les dépréciations sont appréciées dans le cadre d'une revue de portefeuille, titre par titre, au regard des objectifs d'audience et de recettes attachés à chaque programme, définis par les directions des programmes des chaînes du Groupe.

Les « autres provisions pour charges » se rapportent à des coûts que le Groupe devrait supporter dans le cadre de l'exécution d'un contrat ou de ses obligations réglementaires et fiscales sans qu'à ce stade les sommes dues ne soient exigibles ou n'aient été exigées, notamment dans le cadre d'une procédure contentieuse ou judiciaire.

Les montants reportés pour ces trois natures de provisions correspondent à la meilleure estimation possible de la sortie de ressources futures pour le Groupe compte tenu des réclamations des plaignants, des jugements déjà prononcés le cas échéant ou de l'appréciation de la direction au regard d'expériences similaires et/ou des calculs réalisés par la direction financière.

Le Groupe considère que les échéances de décaissements liées à ces provisions s'inscrivent dans le cadre du cycle normal de l'exploitation du Groupe, ce qui justifie la classification de ces provisions en provisions courantes.

23. Actifs et passifs éventuels

A. ACHATS DE DROITS ET ENGAGEMENTS DE COPRODUCTIONS (NETS)

Ces engagements se rapportent :

- aux engagements d'achats sur des droits non encore produits ou achevés ;
- aux engagements contractuels sur les coproductions en attente d'acceptation technique ou de visa d'exploitation, déduction faite des acomptes versés.

Ils sont exprimés nets des avances et acomptes versés à ce titre pour les droits correspondants non encore enregistrés en stocks.

B. TRANSPORT D'IMAGES, LOCATION SATELLITE ET TRANSPONDEURS

Ces engagements sont relatifs à la fourniture de services de télédiffusion et à la location de capacité satellitaire et de transpondeurs auprès de sociétés privées pour la diffusion numérique.

Ces engagements ont été valorisés en prenant pour chaque contrat les montants restant dus jusqu'à leur échéance.

C. BAUX NON RESILIAIBLES

Il s'agit des paiements futurs minimaux pour des contrats de location simple non résiliaibles et en cours à la clôture de l'exercice. Ils se rapportent pour l'essentiel à des locations immobilières.

D. RESPONSABILITE SUR PASSIF DES SOCIETES EN NOM COLLECTIF

Dans la mesure où les associés d'une société en nom collectif répondent indéfiniment et solidairement des dettes portées par la société, le Groupe présente en engagements hors bilan donnés le total du passif des sociétés en nom collectif qu'il détient, retraité des comptes de régularisation ainsi que des comptes courants d'associés, et en engagements hors bilan reçus la quote-part de ce passif détenu par les autres associés.

E. VENTES DE DROITS

Ces engagements recouvrent les contrats de ventes de droits de diffusion non encore disponibles au 30 juin 2013.

F. CONTRATS DE DIFFUSION

Ces engagements concernent les contrats de diffusion des chaînes du Groupe auprès de Canal+ France et des autres distributeurs.

Ces engagements ont été valorisés en prenant pour chaque contrat les montants restant dus jusqu'à leur échéance certaine ou probable.

Les actifs immobilisés du Groupe ne sont assortis d'aucun nantissement ou hypothèque.

	<small>< 1 an</small>	<small>> 1 an</small>	<small>Total 30/06/2013</small>	<small>Total 31/12/2012</small>	<small>Conditions de mise en œuvre</small>
Engagements donnés					
Achats de droits et engagements de coproductions (bruts)	278,9	560,5	839,4	666,5	Contrats signés
Avances versées au titre des achats de droits et engagements de coproductions	(13,4)	(50,2)	(63,6)	(66,4)	
<i>Achats de droits et engagements de coproductions (nets)</i>	<i>265,5</i>	<i>510,4</i>	<i>775,9</i>	<i>600,1</i>	
Transport d'images, location satellites et transpondeurs	38,5	67,8	106,3	104,2	Contrats signés
Baux non résiliables	6,2	14,0	20,3	24,4	Baux
Responsabilité sur passif des sociétés en nom collectif	-	7,8	7,8	6,6	Liquidation de la SNC
Autres	4,7	4,8	9,5	12,0	
Total des engagements donnés	315,0	604,8	919,8	747,2	
Engagements reçus					
Responsabilité sur passif des sociétés en nom collectif	-	7,8	7,8	6,6	Liquidation de la SNC
Ventes de droits	8,4	7,8	16,2	13,7	Échéances annuelles
Contrats de diffusion	24,4	12,2	36,6	48,8	Contrats signés
Autres	3,0	-	3,0	2,9	
Total des engagements reçus	35,8	27,8	63,6	72,0	

Au 30 juin 2013, les engagements donnés par le groupe s'élèvent à 919,8 M€ contre 747,2 M€ au 31 décembre 2012.

Cette augmentation des engagements donnés (+ 172,6 M€) résulte principalement des engagements d'achats de droits et engagements de coproductions nets des avances versées qui ont augmenté de 183,1 M€ suite à l'accord pluriannuel portant sur les séries et longs métrages du studio américain Twentieth Century Fox.

Au 30 juin 2013, les engagements reçus par le groupe s'élèvent à 63,6 M€ contre 72,0 M€ au 31 décembre 2012.

La variation résulte principalement de l'évolution (- 8,4 M€) des engagements au titre de la distribution des chaînes du Groupe, à mesure de l'exécution des contrats.

24. Parties liées

24.1 Identification des parties liées

Les parties liées au Groupe sont les sociétés non consolidées, les coentreprises et les entreprises associées, RTL Group, actionnaire du Groupe à hauteur de 48,46%, Bertelsmann AG, actionnaire de RTL, les mandataires sociaux et les membres du Conseil de Surveillance.

24.2 Transactions avec les actionnaires

PRET AUX ACTIONNAIRES

Aux termes d'une convention de placement de trésorerie signée entre Bayard d'Antin SA et Métropole Télévision, dont la première mise en œuvre date du 1^{er} décembre 2005, la société Métropole Télévision a la possibilité de prêter ses disponibilités de trésorerie à la société Bayard d'Antin soit au jour le jour, soit en bloquant une partie de ce prêt sur une période ne pouvant excéder 3 mois. La rémunération prévue par cette convention est conforme aux conditions du marché. Le Groupe garde également la possibilité d'emprunter auprès de Bayard d'Antin, pour autant que le montant emprunté n'excède pas 48% des montants empruntés auprès des établissements bancaires, pour des périodes allant de 1 semaine à 3 mois ; les conditions financières sont conformes aux conditions de marché.

Le renouvellement de cette convention a été autorisé par le Conseil de Surveillance du 6 novembre 2012 pour 12 mois.

Afin de respecter la politique de placement de Métropole Télévision (décrite en note 19.3), le placement à Bayard d'Antin ne peut excéder un certain ratio des liquidités bancaires du Groupe Métropole Télévision.

Au 30 juin 2013, il n'y a pas eu de placement de trésorerie effectué auprès de Bayard d'Antin.

TRANSACTIONS COURANTES

	30/06/2013		30/06/2012	
	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)
Ventes de biens et services	3,7	-	4,8	0,0
Achats de biens et services	(6,9)	(0,3)	(7,4)	(0,4)

Les transactions courantes effectuées avec les actionnaires ont été conclues à des conditions normales de marché, étant précisé que les achats se rapportent essentiellement à des programmes acquis auprès de sociétés de production de RTL Group.

Les positions nettes au bilan résultant de ces ventes et achats sont les suivantes :

	30/06/2013		31/12/2012	
	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)	RTL Group	BERTELSMANN (hors RTL Group)
Créances	8,3	0,0	7,3	-
Dettes	6,4	0,4	7,5	0,2

OPERATIONS SPECIFIQUES

Aucune opération spécifique n'a été conclue par le Groupe avec ses actionnaires au cours du 1^{er} semestre 2013.

24.3 Transactions avec les coentreprises

Les transactions suivantes ont été réalisées entre les filiales du Groupe et les coentreprises (TF6, Série Club, Panorabanque et HSS Belgique) :

	30/06/2013	30/06/2012
à 100%		
Ventes de biens et services	5,7	6,4
Produits financiers	0,0	-
Achats de biens et services	-	-

Les ventes et les achats effectués avec les coentreprises ont été conclus à des conditions normales de marché.

Les positions nettes au bilan résultant de ces ventes et achats sont les suivantes :

	30/06/2013	31/12/2012
à 100%		
Créances	4,3	4,6
<i>dont financement</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>
Dettes	3,1	2,9
<i>dont financement</i>	<i>2,4</i>	<i>2,0</i>

Les créances relatives au financement sont constituées des quote-parts des résultats des sociétés de personnes auprès de leur société mère.

24.4 Transactions avec les entreprises associées

Il n'y a pas eu de transactions significatives au cours du 1^{er} semestre 2013 avec la société QuickSign.

24.5 Transactions avec les dirigeants

La rémunération versée au cours du 1^{er} semestre 2013 aux membres du Directoire représente un total de 2 568 349 € et se ventile en une part fixe pour 1 076 265 € et une part variable pour 1 492 084 €.

Au cours du 1^{er} semestre 2013, il n'y a pas eu de nouvelle attribution d'options de souscription d'actions ou d'actions gratuites au bénéfice des membres du directoire.

Par ailleurs, au même titre et dans les mêmes conditions que les salariés du Groupe, les membres du Directoire pourront bénéficier d'une indemnité légale de fin de carrière dont le coût global et les modalités de détermination sont décrits en note 4.14 du document de référence 2012.

Concernant le Conseil de Surveillance, aucune rémunération sous forme de jetons de présence au titre de l'exercice 2013 n'a été versée au cours du semestre écoulé. En outre, les personnes physiques membres du Conseil de Surveillance ou représentant une personne morale membre du Conseil de Surveillance détenaient à titre personnel 122 657 actions du Groupe au 30 juin 2013.

25. Événements post clôture

Le 5 juillet 2013, le Groupe a cédé une nouvelle partie de sa participation dans la société Lions Gate pour un montant de 2,9 MUSD.

Aucun autre événement important n'a été relevé depuis le 1^{er} juillet 2013, susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité ou le patrimoine du Groupe.

26. Périmètre

Société	Forme	Activité	30/06/2013		2012	
			% de contrôle	Méthode de consolidation	% de contrôle	Méthode de consolidation
ANTENNE M6						
Métropole Télévision - M6	SA	Société mère	-	IG	-	IG
M6 Publicité	SASU	Régie publicitaire	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Créations	SAS	Production d'œuvres audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Bordeaux	SAS	Décrochage local	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Toulouse	SAS	Décrochage local	100,00 %	IG	100,00 %	IG
C. Productions	SA	Production d'émissions	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Films	SA	Coproduction de films	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Métropole Production	SA	Production d'œuvres audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Studio 89 Productions	SAS	Production d'émissions audiovisuelles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
CHAINES NUMERIQUES						
M6 Thématique	SA	Holding des chaînes numériques	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Eclat TV - W9	SAS	Chaîne musicale W9	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Génération - 6Ter	SAS	Chaîne numérique 6TER	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Communication	SAS	Chaînes musicales M6 Music Black - Rock - Hit	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Paris Première	SAS	Chaîne numérique Paris Première	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Sévi TV - Téva	SAS	Chaîne numérique Téva	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Série Club	SA	Chaîne numérique Série Club	50,00 %	IP	50,00 %	IP
TF6	SCS	Chaîne numérique TF6	50,00 %	IP	50,00 %	IP
SNDA	SAS	Distribution de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
DIVERSIFICATIONS ET DROITS AUDIOVISUELS						
M6 Foot	SAS	Holding activité sportive	100,00 %	IG	100,00 %	IG
FC Girondins de Bordeaux	SASP	Club de Football	100,00 %	IG	100,00 %	IG
33 FM	SAS	Édition et diffusion de programmes radio	95,00 %	IG	95,00 %	IG
Girondins Expressions	SASU	Chaîne TV dédiée aux Girondins 24h / 24h	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Girondins Horizons	SASU	Agence de voyages	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Interactions	SAS	Exploitation des droits dérivés	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Editions	SA	Société de presse	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Evénements	SA	Production de spectacles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Live Stage	SAS	Production de spectacles	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Web	SAS	Société internet et télématique	100,00 %	IG	100,00 %	IG
QuickSign	SAS	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	34,00 %	ME	34,00 %	ME
Panorabanque	SAS	Comparateur de banques en ligne	50,00 %	IP	50,00 %	IP
GM6	SAS	Développement d'une plateforme internet	75,00 %	IG	75,00 %	IG
Sous-groupe HSS :						
Home Shopping Service	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
HSS Belgique	SA	Emissions de téléachat	50,00 %	IP	50,00 %	IP
HSS Hongrie	SA	Emissions de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SETV Belgique	GE	Exploitation bureau de gestion vente par téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Unité 15 Belgique	SA	Service clients	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Unité 15 France	SA	Gestion et animation d'activité de téléachat	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Mistergooddeal	SA	E-commerce	100,00 %	IG	100,00 %	IG
MonAlbumPhoto	SAS	Vente à distance sur catalogue spécialisé	95,00 %	IG	95,00 %	IG
M6 Divertissement	SAS	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Shop	SAS	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Société Nouvelle de Cinématographie (ex Diem 2)	SA	Production / exploitation de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Les Films de la Suane	SARL	Production / exploitation de droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Studio	SAS	Production de longs métrages d'animation	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Société Nouvelle de Distribution	SA	Distribution films cinématographiques	100,00 %	IG	100,00 %	IG
TCM DA	SNC	Portefeuille de droits de diffusion	100,00 %	IG	100,00 %	IG
IMMOBILIER - SANS ACTIVITE						
Immobilier 46D	SAS	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
Immobilier M6	SA	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SCI du 107	SCI	Immeuble de Neuilly	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Diffusions	SA	Holding activité numérique	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Développement	SASU	Organisation de formation	100,00 %	IG	100,00 %	IG
M6 Récréative	SAS	Sans activité	100,00 %	IG	100,00 %	IG
TF6 Gestion	SA	Gérante de TF6	50,00 %	IP	50,00 %	IP
SND USA	INC	Holding activité droits audiovisuels	100,00 %	IG	100,00 %	IG
SND Films	LLC	Développement d'œuvres cinématographiques	100,00 %	IG	100,00 %	IG

IG : Intégration globale
 IP : Intégration proportionnelle
 ME : Mise en équivalence
 F : Fusion

Le Groupe n'est ni actionnaire, ni partie prenante dans aucune société " ad hoc ".

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

Ernst & Young et Autres
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
France

Métropole Télévision S.A.

Siège social : 89, avenue Charles de Gaulle - 92575 Neuilly-sur-Seine Cedex
Capital social : € 50 353 585,60

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013
Période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Métropole Télévision, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 24 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ERNST & YOUNG et Autres

Marc Ghilotti

Bruno Perrin



MÉTROPOLE TÉLÉVISION

89 avenue Charles de Gaulle

92 200 Neuilly-sur-Seine

tel. : 01 41 92 66 66

fax : 01 41 92 66 10

www.groupem6.fr